

Technical and Bibliographic Notes / Notes techniques et bibliographiques

Canadiana.org has attempted to obtain the best copy available for scanning. Features of this copy which may be bibliographically unique, which may alter any of the images in the reproduction, or which may significantly change the usual method of scanning are checked below.

- Coloured covers /
Couverture de couleur
- Covers damaged /
Couverture endommagée
- Covers restored and/or laminated /
Couverture restaurée et/ou pelliculée
- Cover title missing /
Le titre de couverture manque
- Coloured maps /
Cartes géographiques en couleur
- Coloured ink (i.e. other than blue or black) /
Encre de couleur (i.e. autre que bleue ou noire)
- Coloured plates and/or illustrations /
Planches et/ou illustrations en couleur
- Bound with other material /
Relié avec d'autres documents
- Only edition available /
Seule édition disponible
- Tight binding may cause shadows or distortion
along interior margin / La reliure serrée peut
causer de l'ombre ou de la distorsion le long de la
marge intérieure.

- Additional comments /
Commentaires supplémentaires: Pagination continue.

Canadiana.org a numérisé le meilleur exemplaire qu'il lui a été possible de se procurer. Les détails de cet exemplaire qui sont peut-être uniques du point de vue bibliographique, qui peuvent modifier une image reproduite, ou qui peuvent exiger une modification dans la méthode normale de numérisation sont indiqués ci-dessous.

- Coloured pages / Pages de couleur
- Pages damaged / Pages endommagées
- Pages restored and/or laminated /
Pages restaurées et/ou pelliculées
- Pages discoloured, stained or foxed/
Pages décolorées, tachetées ou piquées
- Pages detached / Pages détachées
- Showthrough / Transparence
- Quality of print varies /
Qualité inégale de l'impression

- Includes supplementary materials /
Comprend du matériel supplémentaire

- Blank leaves added during restorations may
appear within the text. Whenever possible, these
have been omitted from scanning / Il se peut que
certaines pages blanches ajoutées lors d'une
restauration apparaissent dans le texte, mais,
lorsque cela était possible, ces pages n'ont pas
été numérisées.



SAINT ANTOINE DE PADOUE, d'après Murillo.



SAINT ANTOINE DE PADOUE

D'après MURILLO.

LA REVUE CANADIENNE, en donnant aujourd'hui la reproduction d'un fragment du beau tableau de Murillo représentant saint Antoine de Padoue, portant l'Enfant Jésus, acquitte une dette de reconnaissance envers ce grand Saint, qui lui a obtenu une insigne faveur ; elle osait à peine l'espérer et cependant la réalisation dépasse de beaucoup ce qu'elle avait osé demander.

Elle se fait donc un devoir de proclamer bien hautement l'efficacité de l'intercession du bon saint Antoine. Ce n'est d'ailleurs pas la première faveur obtenue par son directeur, et, s'il a vu passer sur sa tête des orages qui eussent pu lui être extrêmement pénibles, il reconnaît qu'il en est redevable à saint Antoine, qui le couvre encore de sa protection toute-puissante.

Honneur donc à ce grand Saint et puissent les lecteurs de la Revue puiser dans ces faits un nouveau motif de confiance en son intercession, dans leurs besoins et leurs dangers.

Nous avons dit que cette reproduction n'était qu'un fragment. En effet, ce tableau est de forme presque carrée. Saint Antoine, dont on n'aperçoit ici que le haut du corps, est à genoux ; devant lui, à terre, sont deux beaux petits anges dont l'un, assis, feuillette un livre, et l'autre, debout, présente au saint

une branche de lis, tout en se retournant vers d'autres anges arrivant du ciel, pour les convier à venir honorer la pureté du saint.

Ce n'est pas le seul tableau de saint Antoine qu'ait peint Murillo; neuf fois son pinceau s'est exercé sur ce sujet cher aux Franciscains; le plus beau est celui que l'on admire dans la cathédrale de Séville: saint Antoine, la tête rasée, vêtu du costume brun que nous avons l'avantage de rencontrer souvent dans nos rues, est à genoux près d'une table. Il est surpris par la visite de l'Enfant Jésus, charmant bébé nu, qui descend le long d'un rayon de gloire, marchant comme s'il fût sur la terre ferme. Autour de lui planent et volent des chérubins aux formes gracieuses et aux délicieux visages. Ravi de cette éblouissante vision, saint Antoine étend les bras pour recevoir le Sauveur qui approche. Sur la table est un vase rempli de lis, peints avec la perfection d'un Zeuxis, tellement qu'on a souvent vu les oiseaux errants sous la voûte du temple, vouloir se percher dessus ou venir becqueter les fleurs.

Alphonse Seclaire.



LA GUERRE DU TRANSVAAL

ET, L'OPINION ANGLAISE

Le monde entier connaît maintenant les causes du conflit anglo-transvaalien. Mais il est un aspect de la question auquel l'opinion publique en Canada n'a pas, semble-t-il, prêté assez d'attention : je veux dire le mouvement d'opposition à la guerre qui s'est manifesté parmi les Anglais eux-mêmes. Mais comment s'étonner que ce mouvement ait échappé à beaucoup d'observateurs quand, en Angleterre même, les paroles de paix ont tant de peine à n'être pas couvertes par les cris belliqueux, par le vacarme des passions déchaînées qui donnent actuellement à ce pays une apparence d'ivresse, ou plutôt, ce qui est pire, l'aspect et la réalité d'une nation momentanément livrée au jingoïsme le plus aigu ?

En face d'un tel spectacle, c'est une consolation pour ceux qui, ayant connu l'Angleterre dans son état normal, ont appris à l'admirer, de penser que le bon sens n'a pas encore complètement déserté ce grand pays et que le torrent de mensonges et de calomnies déversé par la presse n'a pu entraîner toute la nation.

Sans doute, ceux qui ont échappé à cette fièvre folle et qui ont eu le courage, parmi l'aveuglement général, de tourner leurs regards vers la réalité des faits, ne forment qu'une minorité. Mais faut-il rappeler que le nombre, pour être la force brutale, n'est pas toujours la force triomphante et que, s'il peut retarder la marche de la vérité, il ne l'arrête pas ? Cette minorité a pour elle les faits et des arguments tels que ses adversaires ne lui peuvent répondre que par la violence et l'insulte. Elle compte dans ses rangs, avec la plupart des savants et des

penseurs, la masse des esprits libéraux et exempts de préjugés. Si son triomphe n'est pas immédiat, il est permis de croire qu'elle finira par éclairer le reste de la nation, et que l'Angleterre, dans l'avenir, parlera d'elle plus fièrement que des héros de l'heure présente.

C'est cette minorité courageuse qu'il nous a semblé utile de faire connaître aux lecteurs de la REVUE CANADIENNE.

I

Il y a seulement un an, l'homme qui, en Angleterre, eût parlé d'une guerre prochaine avec le Transvaal, n'eût provoqué qu'un sourire incrédule. Nous n'avons, d'ailleurs, qu'à jeter un rapide coup d'œil sur la suite des événements pour nous en convaincre.

Le 18 mars 1899, le président Krüger, dans le cours d'une de ses tournées à travers le Transvaal, prononçait, à Heidelberg, un discours qui fut regardé comme l'annonce de sérieuses réformes et salué avec joie par tous les libéraux de la république. Quelle ne fut pas leur surprise d'apprendre que, deux jours plus tard, le 20 mars, M. Chamberlain, répondant à une interpellation sur la politique coloniale, avait pris M. Krüger violemment à partie. Toutefois, le discours du secrétaire des colonies ne contenait rien d'agressif contre la république. Le seul champion des uitlanders était alors sir Ellis Ashmead Bartlett. M. Chamberlain lui demanda ironiquement et au milieu des rires de la Chambre "s'il espérait voir l'Angleterre partir en guerre contre le Transvaal."

Quelques jours après ce débat, parvenait au ministère des colonies la fameuse pétition des uitlanders, couverte de 21,000 signatures. Fort de cette pétition, M. Chamberlain, aidé de sir A. Milner, commença à se montrer moins conciliant à l'égard du gouvernement de Pretoria. Le 4 mai, il recevait une longue et sensationnelle dépêche de sir A. Milner, où tous les griefs des uitlanders se trouvaient exposés et où l'affaire Edgar et la question du suffrage tenaient la première place.

Une conférence entre M. Krüger et sir Milner fut alors dé-

cidée. Elle s'ouvrit à Bloemfontein le 31 mai et se termina le 5 juin. L'entente échoua à propos du droit de suffrage, le président ne voulant l'accorder qu'après sept ans de résidence, tandis que sir Milner fixait à cinq ans la durée du séjour nécessaire.

M. Krüger reprit donc le chemin de Pretoria avec l'intention de soumettre les réformes aux décisions du Volksraad. A peine était-il rentré, qu'il apprenait la publication, à Londres, des dépêches échangées entre sir Milner et M. Chamberlain.

Le Volksraad fut aussitôt saisi d'un projet de loi accordant le droit de suffrage aux uitlanders après sept années de séjour. La loi fut votée et communication en fut faite au gouvernement britannique le 12 juillet.

Pour réponse, M. Chamberlain proposa une commission d'enquête à l'effet d'examiner le nombre des électeurs créés par cette réforme. M. Krüger s'opposa naturellement à cette mesure, qui eût constitué une intervention directe dans les affaires intérieures de la République. Par contre, il proposait le suffrage après cinq ans de résidence, huit sièges nouveaux dans le Volksraad pour la population des mines du Witwatersrand et la garantie que la représentation des districts miniers ne serait jamais inférieure au quart du nombre des députés; enfin, il donnait la promesse que les nouveaux citoyens jouiraient intégralement des droits octroyés aux anciens. En échange, il désirait simplement: 1° que l'intervention actuelle du gouvernement britannique dans les affaires intérieures de la République ne pût constituer un précédent; 2° que la question de suzeraineté fût définitivement abandonnée; 3° qu'un tribunal d'arbitrage fût constitué.

Ces propositions de M. Krüger étaient transmises à Londres le 19 août. Sept jours plus tard, M. Chamberlain prononçait à Highbury un de ces discours menaçants dont il semble tenir le monopole. En même temps il commençait à se livrer à une acrobatie diplomatique qui restera longtemps sans record. Le 28 août, il répondait aux offres du gouvernement de la République par une dépêche équivoque, qui fut regardée par le

Transvaal et le reste du monde comme un refus, surtout venant après le discours de Highbury. Cela ne devait pas, du reste, empêcher le ministre d'affirmer devant la Chambre des communes que sa dépêche signifiait une acceptation.

La réponse du Transvaal arriva le 2 septembre. Elle regrettait que le gouvernement d'Angleterre eût refusé les conditions proposées, alors que le consul britannique en avait fait espérer le succès. En conséquence, M. Krüger se voyait obligé d'en revenir aux conditions précédentes du suffrage après sept années de résidence. Mais il était prêt à accepter la commission d'enquête proposée antérieurement.

M. Chamberlain répondit par un refus formel, répudiant ainsi ses propres propositions du mois de juillet. Il n'acceptait, disait-il, que le suffrage après cinq années et sans aucune condition. Il demandait, en outre, que les députés pussent parler anglais aux séances du Volksraad. Si la réponse du Transvaal n'était pas satisfaisante, le gouvernement de la reine se réservait le choix d'examiner à nouveau toute l'affaire et de présenter de nouvelles propositions.

Dans sa réponse, le gouvernement de Pretoria exprima la surprise que lui causait ce changement d'attitude du cabinet de Londres, et il refusa de se soumettre aux conditions imposées. M. Chamberlain, au lieu de se hâter de formuler de nouvelles propositions, se contenta d'adresser sa dépêche du 22 septembre, qui n'était que la répétition de la précédente. Le 30 septembre, le gouvernement de la république exprimait au gouvernement britannique son désir de connaître, avant le 2 octobre, les décisions prises. On lui répondit que ces décisions ne seraient prêtes que dans quelques jours; et, durant ce temps, le Parlement était convoqué; une partie de la réserve, mobilisée; un corps d'armée, dirigé sur l'Afrique du Sud; les troupes du Cap et du Natal, massées sur les frontières. C'est alors que, le 9 octobre, le Transvaal lança l'ultimatum qui ouvrit l'ère des hostilités.

Ce rapide exposé des faits était nécessaire pour nous mieux faire comprendre la direction suivie par l'opinion publique.

Ainsi, au mois de mars 1899, personne en Angleterre ne songeait au Transvaal, bien moins encore à un conflit avec ce pays. La séance du 20 mars nous prouve qu'au Parlement, alors même qu'on connaissait déjà les griefs des uitlanders, aucun député, sauf sir Bartlett, ne leur attribuait beaucoup d'importance. Le lendemain, le presse se montrait satisfaite de la réponse du ministre, et aucun des journaux qui, depuis, ont pris en main l'étendard de l'impérialisme, ne paraissait avoir à cœur la cause des uitlanders. C'est ainsi que le *Times* écrivait le 21 mars : " Il serait peu sage d'intervenir. Une semblable politique n'entraînerait pas l'opinion publique avec elle. Il faut laisser les Boërs maîtres chez eux."

Ce fait tendrait à faire croire que la guerre du Transvaal ne serait pas, de la part de l'Angleterre, l'œuvre d'une longue convoitise, ou, du moins, que si cette convoitise existait en mars 1899, ce ne pouvait être que dans le cerveau de M. Rhodes et de ses stipendiés. Sans doute, elle pouvait être en germe dans celui de M. Chamberlain ; mais son discours permettrait au moins de penser qu'il n'osait encore en faire montre. En tout cas, — et c'est ce qui importe, — ni la nation ni la presse ne pensaient entrer en hostilités contre les républiques sud-africaines. Le léopard britannique dormait bien tranquille et ne songeait point à jeter ses griffes sur le morceau des Boërs.

Les choses en restèrent là jusqu'après la conférence de Bloemfontein et la publication des lettres échangées entre le gouverneur du Cap et le ministre des colonies. Alors commença peu à peu cette campagne de presse qui restera dans l'histoire comme un des exemples les plus frappants de la force redoutable de cette arme, quand elle est dirigée par des mains habiles et convergeant vers un même but. Tous les journaux, sauf de très rares exceptions, se passionnèrent pour les mêmes faits qui n'avaient pu les émouvoir en mars. Tous semblaient obéir à un mot d'ordre, à une même direction. Chaque jour, c'étaient de nouveaux récits puisés aux sources rhodésiennes, de nouveaux détails sur la corruption des fonctionnaires et des

juges du Transvaal, sur les crimes commis par la police, sur la déplorable application des lois de la presse, sur les scandales financiers, sur les griefs des uitlanders, etc., etc. Par quel miracle la masse des lecteurs eût-elle pu distinguer les faits réels de tout ce fatras d'inventions et de mensonges?

Un parti de la guerre ne tarda donc pas à se former. Toutefois l'opinion publique ne s'ébranlait pas facilement. Elle était occupée, d'ailleurs, par l'affaire Dreyfus, qui la passionnait autant que nous-mêmes. Mais à peine cette affaire fut-elle terminée que toute l'attention se porta du côté du Transvaal. La presse londonienne redoubla de vigueur dans ses attaques et ses calomnies. Une lutte ardente s'engagea entre les partisans de la guerre et ceux de la paix. Ces derniers avaient cru triompher après la dépêche du 19 août, dans laquelle M. Krüger accordait même plus que le minimum exigé par sir Milner. Mais tout accord signifiait la ruine des projets de M. Rhodes et de sa cabale. La légende de la "conspiration hollandaise" fit alors son apparition. Le public, trompé et égaré, finit par se jeter en masse du côté de la guerre. Il fallait en finir avec ces astucieux Boërs qui, non contents de persécuter et de tuer les uitlanders, avaient juré de jeter les Anglais à la mer. Chaque jour le torrent grossissait. Les amis de la paix se voyaient de plus en plus impuissants à l'arrêter. Et pourtant ils comprenaient encore à ce moment tout le gros du parti libéral. Mais la catastrophe paraissait si imminente que le comité exécutif de ce parti se hâta de rejeter toute la responsabilité des événements futurs sur le gouvernement, rappelant avec insistance à lord Salisbury "que sur lui reposait la grande responsabilité de continuer les négociations de façon à maintenir la paix, paix que le comité croyait désirée et même demandée par l'énorme majorité de la nation".

Cependant de nombreux meetings avaient lieu. Le "Transvaal committee", fondé le 12 juin "en vue d'empêcher une guerre entre l'empire britannique et le Transvaal", organisait une imposante manifestation à Trafalgar square pour le 24

septembre. Ce fut une scène de désordre et de violence. Le public empêcha les orateurs de parler, et la police dut intervenir. Dans tous les centres de l'Angleterre des réunions furent organisées, des discours prononcés, des brochures distribuées. Mais tous ces efforts venaient se briser contre l'énorme poussée de l'opinion populaire conduite par la presse.

II

L'ultimatum vint enfin mettre le feu aux poudres et ouvrir une nouvelle période. Le parti de la paix se trouva dès lors considérablement réduit. Beaucoup, qui jusque-là s'étaient opposés à la guerre, s'y résignèrent sans plus de protestation. La résolution prise par le parti libéral de ne pas entraver le gouvernement durant les hostilités détruisit tout clivage politique entre partisans de la paix et partisans de la guerre. On compta quelques conservateurs parmi les premiers (entre autres sir Ed. Clarke), pendant qu'une partie des libéraux passait chez les seconds, sous la conduite de lord Rosebery. Toutefois, la grande majorité des opposants actuels se recrute parmi les libéraux avancés et parmi les socialistes.

Le but de l'opposition était désormais d'arrêter les hostilités et de préparer un terrain d'entente entre les belligérants. De nombreux comités se constituèrent, à cet effet, dans les différentes villes du royaume. La plupart ne sont que des branches des trois comités principaux établis à Londres: "Le Transvaal Committee", le "Stop the War Committee" et le "South Africa Conciliation Committee."

Le "Transvaal Committee" est le plus ancien. Il fut formé le 12 juin 1899, à une réunion du comité exécutif des "Liberal Forwards". La résolution y fut prise de surveiller les procédés du Colonial Office, et d'éclairer l'opinion publique de façon à prévenir une guerre entre l'empire britannique et le Transvaal." Après l'ultimatum, il dut nécessairement modifier sa tactique et consacrer ses efforts à la cessation rapide et honorable des hostilités.

Le " Stop the War Committee ", le plus connu en France, a été fondé le 11 janvier, après une conférence des amis de la paix, à Exeter Hall. Les résolutions suivantes furent arrêtées à cette réunion :

1° La conférence émet l'opinion " que la présente guerre entre deux nations chrétiennes du sud de l'Afrique constitue un scandale et un acte de barbarie qu'il est du devoir de tout chrétien d'arrêter ;

" Que, si la provocation d'une guerre inutile est un crime contre l'humanité, sa continuation pour l'amour du prestige impérial en est un autre ajouté au premier.

" Dès lors, elle supplie les deux gouvernements d'arrêter cette inutile effusion de sang et d'arriver à une entente honorable, soit par négociations directes, soit par l'intermédiaire d'une puissance neutre et amie, en vertu des principes admis à la conférence de La Haye.

2° La conférence reste convaincue " que la présente guerre a été amenée par la circulation de rapports dénués de tout fondement et par l'arrogante diplomatie du ministre des colonies, et que l'origine de toutes les difficultés se trouve dans la méfiance légitime des Boërs à l'égard de M. Chamberlain, dont le rôle joué dans la conspiration Rhodes-Jameson est des plus suspects. Elle considère comme déloyale la tentative de faire revivre la suzeraineté de 1881, abandonnée en 1884, et condamne comme un acte de mauvaise foi la répudiation qu'il fit de sa propre proposition d'une commission d'enquête, quand elle fut acceptée par M. Krüger.

" Elle regarde avec horreur et indignation le cynique aveu du ministre que cette guerre désastreuse est due à l'obscurité de sa dépêche en réponse à celle du Transvaal. Elle répudie comme une excuse absurde le mythe d'une conspiration hollandaise et soutient la fausseté de cette allégation selon laquelle les Boërs auraient commencé leurs armements avant le " raid ". Enfin, elle exprime sa ferme conviction qu'il n'est point possible de rétablir la paix tant que M. Chamberlain ne sera pas chassé

de la situation qu'il occupe et dont il a abusé en détruisant la paix de l'empire et en souillant la réputation de cette contrée."

Nous avons tenu à donner le texte entier de ces résolutions pour prouver que le langage tenu en France est également tenu en Angleterre, et avec autant de force.

Pour être moins affirmatif et moins tranchant, le "South Africa Conciliation Committee" ne laisse pas de poursuivre le même but que le précédent. Il comprend tous ceux qui, trouvant la guerre actuelle injuste et inutile, pensent néanmoins qu'il est de meilleure politique de ne pas s'opposer trop ouvertement au courant de l'opinion publique, et qu'il vaut mieux essayer de le détourner que de l'arrêter.

"Notre but, dit le manifeste lancé le 15 janvier, est d'éclairer l'intelligence du public concernant les affaires sud-africaines, de prêcher l'importance d'une politique ayant pour objet le rétablissement des bonnes relations entre Anglais et Hollandais, et d'amener le gouvernement à un accord pacifique et durable entre l'Angleterre et les deux républiques aussitôt que possible."

La plupart des membres de ces comités appartiennent au monde scientifique, littéraire, politique et ecclésiastique. C'est ainsi que l'on y rencontre des noms tels que ceux de Herbert Spencer, Leonard Courtney, sir Éd. Clarke, sir W. Harcourt, Frederick Harrison, M. Massingham, etc. Ils forment en quelque sorte les "intellectuels" d'Angleterre et se trouvent un peu *positis ponendis*, dans la même situation que les nôtres durant notre dernière crise.

Dans les classes ouvrières, l'élément favorable à la paix se recrute surtout, avons-nous dit, parmi les libéraux avancés et les socialistes. Il n'y a point de parti socialiste en Angleterre. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas de socialistes, mais ils n'ont pas encore senti la nécessité d'une organisation générale. Actuellement ils se trouvent répartis en deux groupes, l' "Independent Labour Party" et la "Social Democratic Federation," dont chacun a lancé un manifeste pour protester contre la

guerre et exhorter les ouvriers à la faire cesser aussitôt que possible.

Quant aux journaux qui n'ont point embouché la trompette de l'impérialisme, ils forment une bien faible minorité en face de l'énorme coalition de ceux qui, avec un ensemble et une soudaineté quelque peu extraordinaires, se sont mis au service des auteurs de la guerre. Le *Morning Leader* est le seul journal de Londres qui ait résisté à l'entraînement général. En province, le *Manchester Guardian* et quelques autres sont restés fidèles à leurs principes de justice et d'impartialité. Le *Daily Chronicle*, le seul grand organe londonien du parti libéral, s'était montré, dès la première heure, l'adversaire résolu d'une politique belliqueuse; mais, après l'ultimatum, l'éditeur, H. Massingham, et quelques rédacteurs restés attachés au parti de la paix, furent obligés de se retirer. Le même fait se produisit dans plusieurs autres journaux de moindre importance, et c'est un réconfort, au milieu de la crise actuelle, de voir avec quel courage beaucoup n'ont pas hésité à sacrifier leur situation à leur conscience. Le plus beau de ces exemples est, sans contredit, celui de sir Edward Clarke, député conservateur de Plymouth. Sachant que sa circonscription était opposée à ses vues sur la guerre, il essaya de conformer les idées de ses électeurs aux siennes, alors que tant d'autres eussent trouvé si simple de conformer les leurs à celles des électeurs. Voyant qu'il n'y pouvait réussir, il donna sa démission.

Les moyens d'action employés par les différents comités sont l'organisation de réunions et de conférences, la distribution de brochures et surtout l'action personnelle.

Il serait impossible de donner le nombre exact des conférences qui ont été faites depuis le commencement de la crise jusqu'à ce jour. Mais il n'est peut-être pas une ville dans tout le royaume où un effort n'ait été tenté pour éclairer l'esprit du public. Nous verrons comment actuellement ces efforts sont reçus par la population.

Les milliers de brochures qui sont distribuées chaque jour

ont certainement produit plus de résultats que les conférences, et, à défaut de journaux, ce sont elles qui ont répondu aux arguments de la presse impérialiste. Toutes les questions concernant l'histoire de l'Afrique du Sud, les relations entre Boërs et Anglais, les diverses conventions, le "raid", les armements du Transvaal, les négociations diplomatiques ont été traitées et élucidées. Le "Transvaal Committee" a publié plus de vingt brochures de ce genre, et le "South Africa Conciliation Committee," une trentaine. Les principaux articles du *Morning Leader* et du *Manchester Guardian* ont été réimprimés et distribués à profusion.

Des ouvrages ont été également publiés. Le dernier et le meilleur paraissait il y a environ un mois, et il est certain qu'il ne peut manquer de produire une impression profonde sur l'esprit du public cultivé. (1) L'auteur en est M. J.-A. Hobson, qui fut envoyé au Transvaal par le *Manchester Guardian*, quelque temps avant la guerre. M. Herbert Spencer appréciait ainsi, tout récemment, ce remarquable ouvrage: "Écrit par un homme qui a étudié les choses sur place et qui n'a aucun intérêt à servir, il abonde en aperçus judicieux et doit être accepté par tous comme un tableau réel des derniers événements."

Enfin, à l'action publique s'est ajoutée l'action privée, et ce n'est certes pas la moins efficace, surtout dans un pays comme l'Angleterre. On fait souvent plus de conversions autour d'une table où fume le thé que du haut d'une tribune. Aussi les comités n'ont-ils pas cessé de recommander ce genre d'action à leurs membres.

Bref, tout ce qu'il a été possible de faire a été fait par les amis de la paix, et il n'est pas une ressource légale qu'ils aient négligée.

III

On ne saurait dire au juste quel a été le résultat de tant d'efforts, et quelle influence ils ont exercée sur l'opinion publique.

(1) *The war in South Africa, its causes and effects*, by J.-A. Hobson.

Ce sont là des faits sociaux qui échappent au sondage de la statistique. Tout ce que l'on peut faire est de suivre le courant d'opinion et d'en noter les fluctuations. Et encore n'obtient-on par là que des conclusions problématiques. Les cris d'une foule en délire ne traduisent pas toujours l'opinion d'une ville, et un homme qui hurle se fera toujours mieux entendre que cent autres qui se taisent. Toutefois, quand à l'observation des faits mesurables s'ajoute une continuelle fréquentation de la société et de la société représentée dans ses différentes classes; quand cette fréquentation a lieu dans plusieurs villes dont chacune offre un type particulier du caractère national, il est au moins permis de présenter le résultat de cette expérience comme une approximation de la réalité.

Il est évident que les débuts de la guerre ne furent pas de nature à favoriser l'œuvre du parti de la paix. Si la campagne n'eût été dès le commencement qu'une suite de triomphes, qu'une promenade militaire offerte aux soldats de la reine, les paroles pacifiques auraient eu plus de chance de se faire entendre. Et, de fait, c'était bien là ce qu'on espérait. A part quelques " pessimistes ", on n'eût pas, en octobre, rencontré un Anglais doutant un instant que les troupes ne célébrent Noël à Pretoria. Et comment en eût-il pu être autrement? Qui eût jamais pensé qu'une population, représentant celle d'une ville ordinaire de province, tiendrait en échec, pendant quatre mois, le colosse britannique?

La désillusion fut cruelle, et pour quiconque connaît l'Anglais, il est facile de s'imaginer combien cette humiliation lui fut lourde, et à quelle sourde colère elle dut donner naissance. Mais toutes les défaites n'étaient rien en comparaison des applaudissements qu'elles provoquèrent dans le monde entier. Les blessures faites à l'amour-propre sont les plus terribles, encore plus pour les nations que pour les individus, et celle dont souffrit l'Angleterre fut bien cruelle. Dès ce jour l'enthousiasmé tomba, mais pour faire place à une irritation énergique et silencieuse, à ce serrement de lèvres, indice à la fois de la colère

et de l'inébranlable résolution de triompher coûte que coûte. Il se pourrait que le continent se soit mépris sur cette attitude en y voyant la preuve d'une grandeur d'âme, d'un calme dans la défaite, dignes de la Rome antique. Peut-être ce calme apparent ne marquait-il autre chose que l'amour-propre meurtri et la rageuse volonté de prendre une revanche éclatante. La preuve que ce n'était là qu'une contention nerveuse, que l'attitude fatigante de l'acteur devant la galerie, c'est le tressaillement qu'on sentait passer dans cet immense corps chaque fois qu'une rumeur quelconque faisait présager une victoire, et c'est surtout la détente brutale qui s'opéra dès les premiers succès de lord Roberts. C'est encore plus dans le triomphe que dans la défaite, que le calme et la magnanimité ont coutume de se faire reconnaître. Or, pour l'étranger qui se trouvait en Angleterre à cette époque, ce fut un spectacle inoubliable que celui de ce peuple entier tombé tout à coup dans le délire d'une joie folle en apprenant que Cronje avait succombé. La grande nation, l'immense empire, ivre d'orgueil et de triomphe à la nouvelle qu'une armée de 40,000 hommes avait réussi à cerner 4,000 paysans et qu'elle les avait faits prisonniers au bout de huit jours, sans avoir tenté une attaque!

Aussi longtemps donc que l'Angleterre fut sous le coup de cette humiliation, le parti de la paix, loin de gagner des adeptes, vit plutôt ses rangs diminuer. Beaucoup de ceux qui ne cessaient de regarder la guerre comme injuste et inutile, pensèrent que les intérêts supérieurs de l'empire exigeaient qu'elle fût continuée jusqu'au triomphe définitif des armes britanniques. Le discours prononcé par John Morley, à Manchester, le 24 janvier, n'était que l'interprétation de ces sentiments.

La nouvelle direction imprimée aux événements par l'entrée en campagne de lord Roberts rendit donc au parti de la paix son ancien contingent. Maintenant que l'honneur était vengé, rien ne s'opposait plus à la cessation des hostilités. L'effort redoubla de vigueur. Mais les difficultés étaient tout autres qu'au début. Ce n'est pas en vain qu'un peuple s'est senti, pendant

quatre mois, défait et humilié. Il est rare qu'une guerre n'engendre point la haine entre les deux adversaires. Cette haine a maintenant germé dans le cœur des Anglais, tout au moins chez les foules, chez ceux qui, chaque matin, se nourrissent des calomnies de leurs journaux, qui s'indignent naïvement aux histoires de drapeau blanc, de tir sur les ambulances, sur les femmes et sur les enfants; chez ceux enfin qui peuvent lire dans leur *Daily Mail* et autres feuilles de même valeur des descriptions de l'ennemi dans le goût que voici: " Ces chiens (*hounds*) qui font preuve de plus de bassesse que les sauvages, dont le code est si diabolique qu'il leur enlève le droit d'être considérés comme des êtres civilisés." Pour ceux-là, le Boër est devenu une sorte de sauvage, d'être inférieur, hypocrite et perfide, dont on ne vient à bout qu'en le supprimant.

C'est donc une tâche pleine de difficultés et même de périls que de venir dénoncer à des gens ainsi égarés l'injustice de la guerre et leur prêcher l'amour de leurs semblables. Malgré toutes les différences de situation, l'Angleterre offre en ce moment un spectacle analogue à celui que présentait la France durant l'affaire Dreyfus. Les proboërs sont traités par les anti-boërs à peu près comme les dreyfusards l'étaient chez nous par les antidreyfusards. Les jingoes ont leurs députés pour dénoncer au Parlement " l'agitation anti-patriotique entretenue et payée par les ennemis de l'Angleterre." (1)

Quant aux réunions publiques, celles dont la France a été le théâtre durant les dernières années n'étaient souvent que de paisibles discussions à côté des scènes qui viennent de se produire dans plus de vingt villes anglaises. (2) La réunion d'Exeter Hall, à Londres, égala en violence, en injures et même en coups, les plus belles échauffourées parisiennes. A Scarborough, le 12 mars, la foule pilla les magasins des organisateurs

(1) Séance du 15 mars, discours de M. Bartley.

(2) Londres, Sheffield, York, West-Bromwich, Canterbury, Ramsgate, Midhurst, Gloucester, Highbury, Northampton, New Cross, Peterhead, Redruth, Leicester, Brierley Hill, Dundee, Derley, Vorwich, Reading, Glasgow, Stratford-on-Avon, Scarborough, Bristol, Edimbourg, etc.

de la réunion, et l'orateur, M. Schreiner, beau-frère du premier ministre du Cap, dut s'échapper avec toutes sortes de précautions. A Stratford-on-Avon, le pillage dura deux jours, et partout les mêmes scènes se reproduisaient avec une régularité et une similitude qui firent croire au leader des libéraux, M. Campbell-Bannermann, qu'elles devaient être l'œuvre d'une organisation centrale. Ce qui rendait ces attaques encore plus révoltantes, c'est que la plupart des réunions étaient privées.

On comprend que de pareils faits aient dû susciter dans la partie encore saine de la nation un sentiment d'indignation et de dégoût. S'il y a une liberté dont l'Angleterre s'est toujours montrée fière, c'est celle de la parole publique. Et voilà qu'il devient maintenant aussi difficile de parler de la guerre qu'il le serait en Russie ou en Turquie. La presse se contente d'un blâme léger, sentant bien qu'elle ne peut critiquer sévèrement des excès dont elle est responsable. Le gouvernement semblait à peine prêter attention à ces événements jusqu'au jour où le parti libéral dut le rappeler au devoir. Et encore toute la réponse de M. Balfour, dans la séance du 16 mars, aurait pu se résumer en ces termes : " S'ils ne veulent se faire rosser, qu'ils ne s'y frottent pas." Toutefois, devant l'attitude déterminée de la Chambre, il promit des mesures sévères pour la répression future de semblables abus.

Il serait peu équitable d'exagérer l'importance de pareilles scènes qui, en somme, ne sont l'œuvre que d'une minorité. Cependant, le seul fait qu'elles aient pu se produire dans un pays comme l'Angleterre, sur la terre classique des libertés individuelles, ne prouve-t-il pas l'influence démoralisatrice de la guerre et de l'état hystérique où elle plonge une nation entière ?

La déclaration de lord Salisbury en réponse aux présidents des deux républiques, si elle a rencontré l'approbation de la presse londonienne, n'a pas produit exactement le même effet sur l'ensemble de la nation. Dans la bourgeoisie et parmi les ouvriers éclairés, beaucoup même de ceux qui s'étaient montrés partisans de la guerre blâment cette politique d'annexion qui,

loin de résoudre le problème sud-africain, ne fera au contraire qu'en aggraver les difficultés. On s'attendait à voir laisser l'indépendance aux deux républiques, avec certaines restrictions, notamment l'interdiction absolue de tout armement. N'avait-on pas d'ailleurs, comme garantie, la parole prononcée par lord Salisbury lui-même trois mois auparavant : *We seek no territory.* " Nous ne cherchons pas de territoire."

Quant aux partisans de la paix, cette déclaration fut pour eux un coup terrible. Après les victoires de lord Roberts et la délivrance de Ladysmith, tout leur semblait plein d'espoir. On s'attendait à la fin prochaine des hostilités, et les comités, entre autres le *South Africa Conciliation Committee*, portaient déjà leurs efforts sur les termes de l'accord. Toutes ces belles espérances ont dû s'écrouler. La lutte a désormais revêtu un autre caractère : il n'est plus question d'honneur, mais de conquête. Les Boërs n'ont plus rien à perdre ; on sent qu'ils lutteront jusqu'à l'extrémité dans l'espoir de gagner quelque chose. La seule possibilité de modifier cette situation serait de faire revenir le gouvernement sur sa déclaration et de lui faire accepter d'autres conditions. Mais c'est une possibilité sur laquelle personne n'ose compter, non que lord Salisbury hésitât à changer sa parole une fois de plus, mais parce que le Parlement, qui seul pourrait obtenir ce résultat, paraît de plus en plus décidé à suivre aveuglément la politique actuelle. A moins d'événements imprévus, rien ne peut plus faire espérer une paix prochaine.

Toutefois, les "proboërs" n'en continuent pas moins leur lutte courageuse. Ils savent qu'ils ne remporteront qu'une victoire morale ; au moins la veulent-ils complète. Persuadés que la guerre actuelle est un crime national, ils ne cesseront d'élever leurs protestations jusqu'au jour où l'Angleterre, revenue à son état normal, finira par les entendre et par les comprendre. Et ce moment n'est peut-être pas si éloigné qu'on serait tenté de le croire. La guerre actuelle n'offre aucun des caractères d'une guerre nationale. Elle n'est point l'aboutissement d'une longue haine entre deux peuples. Elle n'est que le résultat d'une

longue erreur. En quatre mois l'opinion publique a été façonnée, modelée à coups de mensonges. L'Angleterre présente actuellement toutes les apparences d'un peuple grisé, enivré, trompé. Et c'est même ce qui doit nous la faire juger avec moins de sévérité. En somme, elle croit combattre pour une cause généreuse, pour les principes de liberté et de justice dont elle a été si longtemps dépositaire. Si toute la presse française, à l'exception de quelques journaux, répétait pendant quatre mois que leurs compatriotes étaient violentés, pillés, massacrés par les Chinois; si le gouverneur général de l'Indo-Chine, dans une dépêche officielle, représentait tous les Français vivant en Chine comme autant de parias et d'ilotes,—franchement n'y aurait-il pas dans toute la nation un cri d'indignation et de révolte, et le gouvernement ne serait-il pas immédiatement sommé d'envoyer une armée pour venger l'attentat commis contre le droit et la liberté? Qu'y a-t-il donc d'étonnant à voir l'Angleterre agir de même? Ceux qu'il faut blâmer, ce n'est pas l'homme qui crie dans la rue "mort aux Boërs"; ce n'est pas l'honnête bourgeois qui lit son *Standard* ou son *Daily Telegraph*, mais ce sont ceux qui, pour leur intérêt personnel, n'ont pas craint d'allumer cet incendie ni de jeter l'une contre l'autre deux races faites pour se comprendre et s'estimer mutuellement.

Mais une nation entière ne saurait être longtemps trompée. Quand l'Anglais aura repris son calme, il commencera à comprendre qu'il a été le jouet de quelques criminels ambitieux. Il y a en lui trop de bon sens pour qu'on puisse en douter. Quand le feu des passions sera éteint, quand le peuple sera capable de juger avec sang-froid, quand surtout il aura à payer le *bill*, il ne tardera pas à se demander quel a été le vrai but et surtout le vrai résultat de cette guerre, et si le jeu valait réellement ce qu'il a coûté. Alors sonnera pour les politiciens et leurs acolytes l'heure terrible des comptes, et pour la nation celle du réveil et de la vérité.

LES COLONS DE VILLE-MARIE

L'OUBLIÉ

A M. le Consul général de France.

“ Il est vrai que nous sommes peu nombreux, mais pour preux et hardis, nous le sommes.”

Chanson de ROLAND.

VILLE-MARIE n'était encore qu'un champ de bataille bien souvent ensanglanté, mais la *sainte colonie*, comme l'appelle LeClercq, était définitivement sortie du fort.

Sur la Pointe-à-Callières, à travers des champs cultivés, on apercevait une trentaine de petites maisons solides, à toit pointu, protégées par des redoutes.

Deux de ces redoutes attenaient à l'hôpital bâti sur le coteau et environné d'une haute palissade. L'asile des blessés disparaissait presque entièrement derrière ces grands pieux sinistres; on n'en voyait guère que le toit surmonté d'un svelte clocher où l'on sonnait le tocsin à chaque attaque des Iroquois.

Ce jour-là, il n'y en avait pas eu, mais la besogne administrative avait été lourde.

Un peu fatigué, M. de Maisonneuve avait ouvert sa fenêtre et jouissait de la fraîcheur du soir, en causant avec son secrétaire, M. de Brigeac.

Derrière la montagne, le soleil couchant lançait ses derniers feux. Une splendeur enflammée flottait sur l'île royale encore presque toute couverte de broussailles ou de

grands bois ; et, au large, *la Notre-Dame* (1) se balançait comme perdue sur les flots éclatants et déserts. Mais Maisonneuve n'aimait à regarder que les petits champs des colons et leurs maisons humbles et frustes.

Ces nids de soldats si chétifs devant la majesté des solitudes avaient à ses yeux une grandeur, une beauté sacrée. C'étaient les assises de l'œuvre à laquelle il avait tout immolé, les commencements de cette puissante ville

qu'il était venu fonder, au milieu de tant de périls, en l'honneur de la Vierge.

La chaleur avait été accablante, mais un vent frais s'était levé. Ce vent qui faisait chanter la forêt verte, faisait, aux alentours du fort, onduler les blés, lesquels avaient poussé admirablement.

“ Pourvu que ces diables d'Iroquois ne réussis-

sent pas à brûler nos récoltes, dit tout à coup Maisonneuve : rien n'abat des hommes comme d'être ainsi atteints dans leur travail. ”

Le secrétaire, en train de fourbir ses armes, avait planté sur le rebord de la fenêtre un poignard couvert de taches roussâtres, et frottait vigoureusement. Il répondit sans relever la tête :

(1) Trois-mâts donné par Louis XIV à Ville-Marie.



“ Mais, monsieur, ce n'est pas étonnant. Quand on a risqué tant de fois sa chevelure pour ensemercer son champ, il est triste de ne récolter que des cendres.”

—C'est vrai. Pourtant il y a des cendres qui communiquent le feu de la vie à la terre qui les reçoit, répliqua tranquillement Maisonneuve. Voyez-vous, il faudrait savoir donner ses sueurs comme on donne son sang. Nul de nous n'est ici pour faire fortune.

—Non, Dieu merci ! dit vivement Brigeac, relevant sa tête brune. Ce n'est pas la cupidité qui nous a amenés à Montréal. Nous autres, nous ne courons ni après l'or, ni après les belles fourrures.

—Ah ! s'il ne fallait que du désintéressement, s'écria Maisonneuve ; mais il nous faudra une constance bien obstinée. Les premiers pas de la civilisation sont ici prodigieusement difficiles. Je le crains, il s'écoulera encore bien du temps avant que nous ayons un peu de repos, un peu de sécurité.

Brigeac le regarda longuement sans rien dire.

Séduit par la beauté de l'entreprise, il avait beaucoup sacrifié pour venir partager les labeurs et les dangers des colons de Ville-Marie. Nouvellement arrivé, il s'était déjà signalé par son courage ; mais l'établissement lui semblait voué à la destruction.

Maisonneuve lut sa pensée dans son regard, et sa physionomie volontiers concentrée et réfléchie s'anima.

—Vous croyez que nous ne pourrions tenir toujours contre des ennemis si rusés, si acharnés. Vous nous plaignez, dit-il, étendant la main vers la lisière des bois où l'on apercevait les défricheurs à l'ouvrage.

—Vous plaindre ! s'exclama le jeune homme dont les yeux brillèrent. Non, monsieur, je ne vous plains pas, . . . et que Notre-Dame nous protège et nous donne la victoire.

—La victoire ! . . . nous l'aurons, répliqua Maisonneuve avec une mâle assurance ; mais, par exemple, il n'est pas

dit que nous ne perdrons pas de soldats. On nous fait la guerre la plus horrible ⁽¹⁾ peut-être qu'on vit jamais. Le danger est partout... vous et moi, nous périrons peut-être ; mais soyez tranquille, mon cher, l'œuvre vivra, car la fondation de Ville-Marie est un dessein venu du ciel.

—C'est doux à penser.

—Et facile à croire. L'île de Montréal appartient à la sainte Vierge. Vous savez, n'est-ce pas, qu'elle lui a été donnée solennellement... irrévocablement... Marie est notre Reine... et je voudrais voir sa statue briller dans les airs, au sommet de la montagne. C'est mon désir, c'est mon rêve,... poursuivit-il, avec une émotion soudaine et profonde. Ah ! si je pouvais ! Tout notre espoir est en Elle, la Toute-Puissante... la Fidèle... la Radieuse couronnée d'étoiles...

Le chevalier sans peur de la Vierge était devenu tendre, éloquent, et son jeune secrétaire l'écoutait, charmé.

—Vous avez reçu bien des preuves de sa protection ? demanda-t-il.

Le visage de l'idéaliste et héroïque fondateur s'éclaira d'un sourire très doux.

—Il me serait aussi facile de compter les feuilles que le printemps a fait sortir de ces bois, dit-il, indiquant du regard la forêt. Mais vous le savez, la peine, c'est la pierre angulaire... Aussi les épreuves en tout genre ne nous ont pas manqué,— et qui sait ce que l'avenir nous garde ? — nous sommes les soldats de la Reine du ciel, mais

(1) Les Iroquois, encouragés par les succès inouïs qu'ils avaient remportés dans les contrées des lacs, se jetèrent sur les établissements français. Leurs bandes se glissèrent à la faveur des bois jusqu'au-dessous de Québec. Ils tuèrent le gouverneur de Trois-Rivières. Ils attaquèrent les laboureurs aux champs et infestèrent la campagne. Ils poursuivirent ce genre de guerre avec tant d'opiniâtreté qu'à peine, dit un contemporain, nous laissaient-ils quelques jours sans alarmes. Incessamment nous les avions sur les bras... C'est au milieu de ces luttes et de ces combats journaliers que cette belle et grande partie du pays, Montréal et les Trois-Rivières, mais surtout Montréal, fut acquise à la civilisation. Chaque laboureur était soldat, chaque sillon arrosé de sang. (Garneau, *Histoire du Canada.*)

nous ignorons comment notre solde nous sera payée de ce côté de la tombe.

Les deux hommes échangèrent un sourire et restèrent silencieux, regardant devant eux, comme s'ils interrogeaient l'avenir.

Faut-il dire ce qui les attendait? quelle héroïque patience ils surent déployer, l'un contre la savante cruauté indienne, l'autre contre l'injustice et l'envie triomphantes?

“Etre homme, dure condition, fit Brigeac qui avait pris la peau de chamois et là passait et repassait sur son poignard. Mais j'ai lu quelque part qu'il vaudrait mieux brûler cent ans dans une fournaise que d'être privé de la moindre souffrance que Dieu veut nous donner.

—Celui qui a écrit cela était un éclairé, répondit Maisonneuve riant, mais, parfois, je voudrais bien que les villes se bâtissent encore aux accords de la lyre.

Il s'était levé et sa main bronzée effleurait les cordes d'un luth.

Au milieu de la sauvage solitude, dans cette chambre où des armes de toute sorte brillaient sur les murs, ces sons mélodieux avaient un charme étrange; et, artiste par certains côtés de l'âme, Maisonneuve demandait souvent à son luth un adoucissement à ses soucis.

Ce soir-là, il n'y était pas disposé et, les bras croisés, il resta debout devant la fenêtre à regarder la forêt tranquille que le soleil couchant dorait radieusement. Ses souvenirs soudainement éveillés le reportaient vers les années lointaines. Il remontait ces sentiers du passé où, comme tous les hommes, il avait laissé bien des illusions, bien des rêves, et la tristesse le gagnait.

“ Il y avait longtemps, dit-il, reprenant sa place, que je désirais me retirer du monde, sans pourtant abandonner la profession des armes. Aussi je fus ravi quand M. de la Dauversière me parla de cette ville qu'on voulait fonder en l'honneur de la Mère de Dieu.

—Et vous n'avez pas hésité à tout quitter pour prendre la responsabilité et la direction de cette œuvre obscure, pleine de dangers? dit Brigeac, regardant son chef avec admiration. Vous êtes pourtant le seul héritier d'une famille ancienne et noble,... vous aviez devant vous un bel avenir.

Un sourire effleura la bouche ferme et sérieuse de Maisonneuve.

—L'une de mes sœurs est religieuse, dit-il. Vous ne vous étonneriez pas de me voir ici, si vous l'aviez entendue m'exhorter à tout sacrifier, à tout mépriser pour travailler à la fondation de cette ville dont on attendait des merveilles,... qui devait être comme un rempart pour la Nouvelle-France. Le saint M. Olier avait le premier conçu ce projet hardi... On disait tout bas que l'ordre de fonder une ville à Montréal, en l'honneur de la Vierge, lui était venu du ciel... Ce que je puis affirmer, c'est que M. Olier et M. de la Dauversière avaient de l'île de Montréal une connaissance plus exacte que je n'en ai encore à l'heure qu'il est.

—C'est bien merveilleux, murmura M. de Brigeac.

—Oui, cela me semble naturellement inexplicable. Mais il y eut d'autres preuves de la volonté divine. Aussi ma sœur Louise de Sainte-Marie donnait dans les étoiles à la pensée que l'un des siens allait travailler à une telle œuvre... Elle et quelques autres enthousiastes de sa communauté voulaient absolument venir à Montréal. Pour me délivrer de leurs instances, je fus obligé de promettre que je les emmènerais plus tard, et je dus accepter ce gage, dit M. de Maisonneuve, passant à son secrétaire une miniature qu'il avait tirée de son portefeuille.

C'était l'un de ces chefs-d'œuvre de grâce et de délicatesse, comme on en voit dans les vieux missels. Autour il y avait écrit en lettres d'or :

*Sainte Mère de Dieu, pure, au cœur loyal,
Gardez-nous une place en votre Montréal.*

C'est sœur Louise qui a rimé cette prière, dit Maisonneuve, riant. Ah ! les femmes, comme elles font fi des difficultés.... Mais, à Québec, ce fut bien différent. Sans exagération, notre arrivée fit scandale. On n'appelait pas la fondation de Ville-Marie autrement que la *Folle Entreprise*. On disait qu'aller se fixer dans un lieu si terriblement exposé, c'était tenter Dieu. On nous reprochait de sacrifier inutilement beaucoup d'argent et bien des hommes. On nous voyait tous massacrés ou—ce qui est bien autrement redoutable—prisonniers des Iroquois, ces démons incarnés. Cependant il y a treize ans que nous sommes ici ; et, je ne crois pas du tout exagérer en disant que si nous n'y étions pas, il n'y aurait plus d'établissements français dans le Canada.

—Ce serait bien humiliant pour nous, dit le secrétaire, qui avait écouté avec une attention extrême. Les colonies anglaise sont si prospères.

—Oui. Mais les puritains traitent les Indiens comme des bêtes fauves. Il ne faut pas que la civilisation leur apparaisse comme une force brutale. Nous autres, nous subissons la guerre, mais nous voulons la paix... Nous voudrions ne former avec ces malheureux qu'une seule famille ; nous voudrions leur donner la civilisation... la foi... tous les biens.

—Comme c'est bien de la France généreuse, fraternelle, dit Claude de Brigeac avec émotion. Quoi qu'il arrive, non jamais je ne regretterai d'être venu à Montréal. Je ne sais si les autres sont comme moi, mais je m'y sens sur la plus haute cime humaine.

—Et il fait bon de respirer un air que ne souillent, ni l'envie, ni la cupidité, ni l'hypocrisie. Seulement dans les grandes choses, avant l'effort qui réussit il y a presque toujours des efforts qui passent inaperçus.

—Mais qu'importe ? qu'est-ce que le succès ? s'écria impétueusement le jeune homme. Il n'y a de réel que ce qui est grand... que ce qui est beau.

—Vous dites bien, monsieur de Brigeac. Laissez-moi ajouter : Il n'y a de vraiment grand, de vraiment beau que ce qui est fait pour Dieu seul... Et, sous ce rapport, nous sommes dans une situation très heureuse, très favorable... Depuis treize ans, il se fait à Ville-Marie des prodiges de vaillance, mais qui le sait ?.. quelle gloire nous en revient-il devant les hommes ?.. Si ce rameau de France planté au milieu de dangers si terribles venait à disparaître, est-ce que, dans le monde, cela ne ferait pas à peu près le même bruit qu'une branche qui tombe dans un ruisseau ignoré ?

Et comme Claude de Brigeac le regardait sans rien dire, il poursuivit :

“ N'allez pas croire que je le regrette ! Si vous saviez comme je vois le monde dans le lointain... Si vous saviez comme il me semble petit... Ici, les sentiments, les intérêts misérables ne tiennent pas. Chose presque incroyable, vraiment admirable, nos hommes ont passé des années réunis dans le fort ; et, dans ce frottement de tous les jours, de tous les instants, il ne s'est pas élevé entre eux une seule dispute.

—C'est que nous sommes à Ville-Marie pour nous dévouer, pour nous sacrifier, pour braver le danger, pour mépriser la mort, s'écria Claude de Brigeac rayonnant d'ardeur. Et c'est si beau quand on y songe !

—Oui, c'est beau à penser ; mais, à la longue, c'est dur à faire. Vous l'éprouverez, l'effort sans cesse renouvelé coûte à la nature humaine.

La cloche du fort retentit tout à coup ; et ce son éclatant fit relever la tête aux défricheurs qui travaillaient à l'entrée du bois. Obéissant au signal, ils abandonnèrent leur rude labeur, ramassèrent les pioches, les haches,

prireut leurs mousquets couchés dans l'herbe et se réunirent ; car pour aller au travail ou pour en revenir, il était ordonné aux colons soldats de marcher ensemble, toujours armés.

Maisonneuve suivait attentivement les mouvements de ses hommes, quand son secrétaire lui fit remarquer un canot qu'on apercevait sur le fleuve, se dirigeant droit vers le fort.

Le gouverneur saisit sa longue-vue. Après un examen rapide, il dit joyeusement :

“ L'échange que j'ai fait proposer est accepté. Ce sont des Iroquois, et il y a une tête blonde dans le canot. Ce doit être cette pauvre petite Mlle Moyen qui nous arrive. ”

Et il passa la longue-vue à son secrétaire.

En apercevant la jeune fille enlevée quelques semaines auparavant dans des circonstances si tragiques, Claude de Brigeac sentit son cœur battre plus fort et, s'excusant auprès de son chef, il bondit vers la grève où quelques Français couraient déjà.

Laure Conan.

(A suivre)



LOUIS JOLLIET

PREMIER SEIGNEUR D'ANTICOSTI

(Suite)

III

La navigation du Saint-Laurent, au dix-septième siècle, se faisait dans des vaisseaux, bateaux, barques, chaloupes et autres embarcations en bois, depuis l'embouchure du fleuve jusqu'à Montréal. A partir de Montréal, ou, plus exactement, de Lachine, la navigation vers l'ouest se faisait exclusivement en " canots sauvages " ou canots d'écorce de bouleau.

Ce genre d'embarcation est encore en usage au Canada ; mais les canots d'écorce modernes sont souvent plus courts ou plus renflés du milieu que ceux dont se servaient les premiers explorateurs franco-canadiens ; du moins il paraît en être ainsi si l'on s'en rapporte à la description qu'à donnée Gallinée des canots d'autrefois, dans le récit de son voyage de 1669-70 au saut Sainte-Marie. Ce sont, dit-il, " de petits canots d'écorce de bouleau d'environ vingt pieds de long et deux pieds de large, renforcés dedans de varangues et lisses de cèdre fort minces, en sorte qu'un homme le porte aisément, quoique ce bateau puisse porter quatre homme et huit ou neuf cents livres pesant de bagage. Il s'en fait qui portent jusqu'à dix ou douze hommes avec leur équipage, mais il faut deux ou trois hommes pour les porter. Cette façon de voyager fait la navigation la plus commune et la plus commode de ce pays, quoiqu'il soit vrai de dire que, quand on est dans un de ces bastiments, on est toujours, non pas à un doigt de la mort, mais à l'épaisseur de cinq ou six feuilles de papier."

Le grand canot d'écorce moderne a environ vingt pieds de long et trente pouces de large; le petit canot a environ douze pieds de long et vingt-quatre pouces de large.

Gallinée continue: " Il n'y a que les peuples qui parlent algonquin qui bastissent bien ces canots. Les Iroquois se servent pour leurs canots de toutes sortes d'escorces, hormis de celle de bouleau, et bastissent des canots mal faits et fort pesants, qui ne durent au plus qu'un mois, au lieu que ceux des Algonquins, estant conservez, durent cinq à six ans... Il faut se tenir tout le temps qu'on est dans ces canots à genoux ou assis, prenant garde de bien garder l'équilibre, car ces bastiments sont si légers qu'un poids de vingt livres sur un bord plus que sur l'autre est capable de les faire tourner, mais si prestement qu'à peine a-t-on le temps de s'en garantir. Leur fragilité est si grande que de porter un peu sur une pierre ou d'y aborder un peu lourdement est capable de faire un trou, qu'on peut, à la vérité, accommoder avec du bray.

" La commodité de ces canots est grande dans ces rivières qui sont toutes pleines de cataractes ou chutes d'eau et de rapides par lesquels il est impossible de passer aucun bateau, auxquels, quand on est arrivé, on charge canot et bagage sur les épaules, et on va par terre jusques à ce que la navigation soit belle; et pour lors on remet son canot à l'eau et on se rembarque."

Ainsi que nous l'avons vu au chapitre précédent, ce ne fut pas à un marin de la vieille France que Talon s'adressa pour être le chef de l'exploration qui devait être couronnée par la découverte du Mississipi; ce fut à un simple traiteur canadien. Il est vrai que ce traiteur était aussi un *très bon canoteur*, au témoignage de Hennepin, qui, par exception, pouvait bien dire une fois la vérité; — que ce *canoteur* avait des connaissances astronomiques, savait dresser des cartes des pays qu'il parcourait, parlait plusieurs langues et avait déjà affronté bien des périls. L'illustre intendant qui avait partagé avec ce jeune Canadien les honneurs d'une discussion sur la logique, en 1666, ne

l'avait jamais perdu de vue. Il le savait droit, intelligent, courageux, et le tenait en particulière estime.

On sait que M. Talon obtint la permission de retourner en France en 1672, et qu'il quitta Québec en même temps que le gouverneur M. de Courcelles. Le successeur de ce dernier, — Louis de Buade, comte de Palluau et de Frontenac, — arriva à Québec au mois de septembre de cette même année (1672), et y rencontra l'intendant, dont il devait continuer l'administration pendant un certain temps. ⁽¹⁾

Talon fit part à Frontenac des intentions du roi et de Colbert relativement aux affaires de la colonie et aux explorations lointaines; et ce fut ainsi que le nouveau gouverneur apprit le nom de Louis Jolliet et ce que l'on pouvait attendre de ce jeune "créole." ⁽²⁾

Jolliet reçut les instructions de Frontenac; ⁽³⁾ il consentit à se charger de l'exploration projetée, et partit pour Montréal afin d'y compléter ses préparatifs de voyage. Il importait de ne pas perdre de temps et d'arriver au poste de Michillimakinac, à l'entrée du "goulot" qui relie le lac Huron au lac Michigan, avant la saison de l'hiver. ⁽⁴⁾ Il s'occupa donc sans délai de se pro-

(1) Jusqu'à l'arrivée de M. Jacques Duchesneau, en 1675. "Homme d'action, M. de Frontenac entra avec énergie dans l'exercice des fonctions de gouverneur et d'intendant; à la cour, on n'avait pas nommé de successeur à M. Talon, soit parce qu'on n'y était pas assuré du retour de celui-ci, soit parce qu'on craignait que le caractère impérieux de Frontenac ne lui permit pas de se contenter patiemment d'une autorité partagée." — Ferland, *Cours d'Histoire du Canada*, vol. II, page 88.

(2) Charlevoix a employé ce mot pour désigner les Franco-Canadiens.

(3) D'après ces instructions, Jolliet devait passer par le pays des Maskoutens pour atteindre la vallée du Mississippi. Frontenac écrit à Colbert le 2 novembre 1672: "M. Talon a aussi jugé expédient pour le service d'envoyer le sieur Joliet à la découverte de la mer du Sud, par le pays des Maskoutens et la grande rivière qu'ils appellent Mississippi, qu'on croit se décharger dans la mer de Californie. C'est un homme fort entendu dans ces sortes de découvertes et qui a déjà été jusques auprès de cette grande rivière...."

(4) Lorsque Jolliet se rendit à la mission de Michillimakinac, en 1672, cette mission était "sise non pas dans l'île de ce nom, mais sur le côté nord, à l'opposite." "Missilimakinac est une Isle fameuse en ces contrées, de plus d'une lieüe de diamètre, et escarpée en quelques endroits de si hauts rochers qu'elle se fait découvrir de plus de douze lieües de loing. Elle est placée justement dans le détroit par lequel le Lac des Hurons et celui des Illinois (Michigan) ont communication. C'est

curer un bon canot et des canotiers habiles, de faire la provision ordinaire de farine et de viande séchée, puis d'acheter des articles de fabrication française pour donner en présents aux chefs des nations inconnues vers lesquelles il allait se diriger. Il n'oublia pas les instruments d'astronomie et tout ce qu'il fallait pour dresser des cartes et écrire son journal de voyage. Profitant des derniers beaux jours de l'automne de 1672, il se mit en route avec ses canotiers, plongeant d'une main habile son aviron dans l'onde transparente, guidant d'un bras et d'un œil sûrs la légère embarcation qui devait franchir des centaines de lieues en quelques semaines, se cabanant le soir sur les rives désertes des lacs et des rivières, faisant "portage" pour éviter les rapides, puis, le canot remis à flot, reprenant sans tarder la navigation interrompue.

Il y avait près de cinquante portages à faire pour se rendre de Montréal à Michillimakinac. On pouvait en éviter une quinzaine au retour, en sautant les rapides en canot, lorsque l'opération n'était pas périlleuse. (1)

Dès le 8 décembre 1672, (2) Jolliet arriva à Michillimakinac, à la mission de Saint-Ignace des Hurons, (3) fondée par le Père Jacques Marquette l'année précédente. Il avait fait un trajet de plus de trois cent cinquante lieues en canot d'écorce!

Le Père Marquette l'accueillit avec effusion. Ce religieux "au cœur doux et bon," comme dit Bancroft, était né à Laon,

la clef et comme la porte pour tous les peuples du Sud, comme le Sault (entre le lac Huron et le lac Supérieur) l'est pour ceux du Nord, n'y ayant en ces quartiers que ces deux passages par eau, pour un très grand nombre de nations..... si elles veulent se rendre aux habitations françaises." (Relat. des Jésuites, année 1671, page 36.)

Les eaux de Michillimakinac étaient réputées les plus poissonneuses de tous ces pays.

(1) Dans tout son voyage au pays des Illinois (1672-74) Jolliet sauta quarante-deux rapides.

(2) "Le jour de l'Immaculée Conception de la sainte Vierge, que j'avais toujours invoquée depuis que je suis en ce pays des Outaouacs pour obtenir de Dieu la grâce de pouvoir visiter les nations qui sont sur la rivière Mississipi, fut justement celui auquel arriva M. Jolliet." (Récit du P. Marquette, édition Douniol.)

(3) Les Hurons de la nation du Pétun. (Les Etiontates.)

en France, en 1637, et était entré dans l'ordre des Jésuites à l'âge de dix-sept ans. Il avait trente-six ans, et Jolliet vingt-huit, lors du voyage de découvertes qu'il firent ensemble en 1673.

Le récit de ce voyage, écrit par Jolliet, fut perdu, — englouti dans les flots du Saint-Laurent au-dessous du saut Saint-Louis, près de Montréal, au moment où l'explorateur allait toucher au terme de son voyage, — vers la mi-juillet de l'année 1674. ⁽¹⁾ Marquette, qui avait lui-même pris des notes sur les choses qu'il avait plus particulièrement remarquées, écrivit, vers les mois de septembre et octobre de la même année, par ordre de son supérieur, le Père Dablon, une relation très intéressante de son voyage au pays du Mississipi depuis l'embouchure de la rivière Miskonsing (Wisconsin) jusqu'à la bourgade d'Akanséa, près de l'embouchure de la rivière Arkansas.

Cette relation a été fort heureusement conservée. Elle fut publiée une première fois dans un volume de Thévenot, sous le titre: "Voyage et découverte de quelques pays et nations de l'Amérique Septentrionale, par le P. Marquette et Sr Jolliet. — MDCLXXXI, Paris. — Avec privilège du Roy" . . . ; puis fut réédité par O. Rich, à Paris, en 1845.

Voici les premières lignes du récit du Père Marquette, tel que publié par Thévenot en 1681 :

"Je m'embarquay avec le sieur Joliet, qui avait esté choisi pour conduire cette entreprise, le treize May 1673, avec cinq autres François, sur deux canots d'écorce, avec un peu de bled d'Inde et quelques chairs boucanées pour toute provision. L'on avait eu soin de tirer des Sauvages tout ce qui s'estoit pu tirer de lumière de ces pays, l'on en avait mesme tracé une carte sur leur récit, les rivières y estoient marquées, le nom des Nations

(1) Presque tous les auteurs disent que l'accident eut lieu vers la mi-août ; cela est inexact. Le Père d'Ablon fait une mention spéciale de ce naufrage dans sa "Relation de la découverte de la mer du Sud," laquelle fut envoyée en France le 1er août 1674.

que nous devons traverser et les rums de vent que nous devons suivre dans ce voyage.

“ La première nation que nous rencontrâmes fut celle de la Folle Avoine. J'entray dans leur rivière pour aller visiter ces peuples, auxquels nous avons presché l'Évangile. . . ”

A partir de ce deuxième alinéa, jusqu'à la fin du récit, la version de l'édition Thévenot est, à très peu de chose près, identique à la version du manuscrit du collège Sainte-Marie, dont nous allons maintenant parler.

Peu de temps avant sa mort, arrivée en 1800, le Père Cazot, le dernier des anciens Jésuites du Canada, fit remettre aux Dames Religieuses de l'Hôtel-Dieu de Québec, plusieurs documents et objets importants, entre autres un cahier que l'on considérait avec raison comme très précieux, et qui fut rendu aux Pères de la Compagnie de Jésus à leur retour au Canada, en 1842. Ce cahier fait aujourd'hui partie des archives du collège Sainte-Marie, de Montréal. Il contient deux manuscrits bien distincts :

(a) Le premier, d'une écriture inconnue, commence par le récit du voyage historique accompli par Marquette, Jolliet et leurs compagnons en 1673. Ce récit est du Père Marquette lui-même, mais on y a ajouté une introduction et on l'a divisé par sections avec des titres. Ces additions ne sont pas du Père Marquette. (1)

(b) Le deuxième manuscrit est de l'écriture du P. Marquette lui-même. C'est une “ lettre et journal ” donnant des détails sur le deuxième et pénible voyage du bon Père au pays des Illinois (1674-75). Le journal est inachevé. La mort arrivait. . . ; le saint et courageux missionnaire allait bientôt expirer sur la rive alors déserte du lac Michigan. Détail touchant : la suscription de cette lettre-journal, écrite aussi par le Père, se lit comme suit :

(1) Le premier manuscrit est divisé en trois chapitres. Dans ce qui précède et ce qui suit, il n'est question que du premier chapitre.

“ A mon Révérend Père
Le P. Claude Dablon
Supérieur des Missions
de la Compagnie de Jésus
en la Nouvelle-France
à Québec ”

puis, en note, au-dessus, de la même écriture :

“Lettre et journal de *feu* P. Marquette.” (1)

Revenons au premier manuscrit du cahier conservé au collège Sainte-Marie. Nous avons dit que ce manuscrit, qui donne le récit de la découverte du Mississipi et du pays des Illinois, n'est pas de l'écriture du Père Marquette; nous devons ajouter que le Père Dablon y a fait quelques rares et très courtes corrections. Il y manquait les pages où il était question de la “danse du calumet”; mais comme ces mêmes pages se trouvent dans l'édition Thévenot et ont été citées par le P. Lafitau et par LaPotherie, il était facile de les reconstituer. C'est ce qu'une main moderne a su faire: de sorte que le manuscrit est maintenant complet, sauf quelques portées de musique, qui se trouvaient dans le manuscrit original et qui font encore défaut.

Les manuscrits du collège Sainte-Marie, ci-haut indiqués, c'est-à-dire: le récit du Père Marquette où est racontée la découverte du Mississipi, écrit par une main inconnue, et la lettre-journal de 1674-75, écrite par le P. Marquette lui-même, ont été reproduits, avec d'autres pièces, par le Père Félix Martin, ancien recteur du collège Sainte-Marie, à Montréal, dans le deuxième volume des *Relations inédites de la Nouvelle-France*, édition Douniol; Paris, 1861. La reproduction est fidèle; le P. Martin a seulement modernisé l'orthographe dans chaque pièce.

Le Père Dablon n'envoya le récit original du voyage histo-

(1) Ce manuscrit a été reproduit par la photographie dans le volume 59 de la publication de monsieur R.-G. Thwaites: *The Jesuits' Relations and allied documents*.

rique du Père Marquette au Provincial de France qu'en 1678, trois ans après la mort de son auteur. C'est probablement cette version que donna Thévenot dans son recueil de documents publié à Paris en 1681.

On s'est demandé si Jolliet et Marquette étaient tous deux chefs officiels de l'expédition de 1673. D'après des textes de Frontenac, de Duchesneau, du Père d'Ablon, de LaPotherie et de Jolliet lui-même, c'est celui-ci, et celui-ci seul, qui était chargé officiellement du voyage d'exploration de 1673. Le Père Félix Martin, S. J., écrit, à la fin du deuxième volume des *Relations inédites* publiées par Douniol en 1861 :

“ C'était à M. Jolliet et au Père Marquette que devait revenir la gloire de cette importante découverte (du fleuve Mississipi). M. Jolliet, né à Québec en 1645, et élève des Jésuites, était lié particulièrement avec le P. Marquette. L'un avait été choisi par MM. de Frontenac et Talon pour cette grande entreprise, l'autre y était poussé par le zèle et le désir de conquérir de nouvelles nations à Jésus-Christ.”

Le Père Tailhan, S. J. (un ancien professeur de l'Université Laval, à Québec), a écrit ce qui suit : “ Quelques-uns... ont fait du P. Marquette le chef de l'expédition du Mississipi : c'est une erreur, et Jolliet seul a droit à ce titre, ainsi que le prouvent les témoignages contemporains de Frontenac.” (1)

A part le récit du P. Marquette, nous avons, pour suivre les explorateurs dans leur voyage historique, les multiples renseignements contenus dans les documents dont voici la liste :

1° Un mémoire du P. d'Ablon, supérieur général des missions de la Compagnie de Jésus, daté, à Québec, du 1er août 1674, et dont une partie est écrite en quelque sorte sous la dictée de Jolliet. L'original de cette pièce se trouve dans les archives du Gesù, à Rome. Une copie du même mémoire, de l'écriture de Jolliet, est conservée au séminaire de Saint-Sul-

(1) “ *Mémoire sur les mœurs, coutumes et religion des Sauvages de l'Amérique septentrionale* par Nicolas Perrot, avec notes par le R. P. J. Tailhan, de la Compagnie de Jésus,” page 289.

pice, à Paris. Ce document a été publié en 1861, dans les *Relations inédites de la Nouvelle-France*, édition Douniol, vol. I, pages 193 et suivantes.

2° Une lettre de Jolliet à Frontenac, dont le texte est reproduit sur la "Carte de Jolliet" dont il sera question ci-après.

3° Une autre lettre de Jolliet, écrite de Québec, à la date du 10 octobre 1674, et probablement adressée à Monseigneur de Laval, qui était alors en France. "Cette pièce, signalée par l'abbé Faillon, est tirée des archives du séminaire de Saint-Sulpice à Paris. Elle est tout entière de la main de Jolliet, et fait suite, sur la même feuille, à la relation de la découverte de la Mer du Sud envoyée par le P. Dablon de Québec, le 1er août (1674). Cette dernière relation est aussi de l'écriture de Jolliet." (1)

4° Une lettre de Frontenac à Colbert, portant la date du 11 novembre 1674. Elle est reproduite avec une annexe par M. Pierre Margry dans le premier volume du recueil de documents, de valeurs bien inégales, intitulé: "Découvertes et établissements des Français dans l'ouest et dans le sud de l'Amérique Septentrionale."

5° Une carte dressée par Louis Jolliet en 1674, à son retour du pays des Illinois, intitulée: "Nouvelle découverte de plusieurs nations dans la Nouvelle-France, en l'année 1673 et 1674."

Cette carte que nous appellerons "Carte de Jolliet," contient — écrite dans une sorte d'encadrement tracé en forme de tablette qui en fait ressortir le texte — la lettre de Jolliet à Frontenac dont nous avons parlé plus haut. Dressée de mémoire, après l'accident du pied du saut Saint-Louis, elle ne porte pas de degrés de longitude, et les degrés de latitude n'y sont indiqués qu'en marge seulement; cependant, elle est faite avec soin; les bourgades, avec leurs noms propres, les gisements de minerais et de pierres de couleur, les lacs, les rivières,

(1) HARRISSE: "Notes historiques de la Nouvelle-France."

etc., y sont indiqués avec précision. Le pays situé au nord de la rivière des Illinois y est appelé *La Frontenacie*; le Mississipi y est nommé *Rivière Buade*; l'Illinois, *Rivière Divine ou l'Outrelaise*; l'Arkansas, *Rivière Bazire*. . . Tout le contour du lac Michigan — même la partie est — y est indiqué.

Le titre de cette carte semblerait établir que Jolliet continua ses découvertes en 1674. Le récit du P. Marquette ne parle que de ce qui s'est passé avant la fin de septembre 1673, et la copie du journal de Jolliet laissée au Saut-Sainte-Marie n'ayant pas été retrouvée, — du moins de nos jours, — il est difficile de dire quelles furent ces découvertes qui auraient pu être faites pendant l'hiver de 1673-74 et le printemps de cette dernière année, avant le retour de l'explorateur à Québec.

6° Une autre carte dressée par Jolliet et datée de 1674, que nous appellerons "Carte aux armes de Frontenac," parce que les armes de l'illustre gouverneur y sont dessinées, à l'angle supérieur de gauche.

Cette carte est intitulée: "Carte de la découverte du Sr Jolliet, où l'on voit la communication du Fleuve S. Laurent avec les lacs Frontenac, Érié, Lac des Hurons, et Illinois. Le Lac Frontenac est séparé par un sault de demye lieue du Lac Érié, duquel on entre dans celui des Hurons, et par une mesme navigation à celui des Illinois, au bout duquel on va rejoindre la Rivière divine (par un portage de mille pas) qui tombe dans la Rivière Colbert et se décharge dans le Sein Mexique. — 1674." Le pays des Illinois y est appelé *Colbertie ou Amérique Occidentale*, et non plus *Frontenacie*; le Mississipi y est appelé *Rivière Colbert*, et non plus *Rivière Buade*.

Il est probable que c'est cette carte que Frontenac envoya à Colbert avec sa lettre du 11 novembre 1674, ci-haut mentionnée. Elle n'indique pas tout le pays découvert par Jolliet et Marquette: la partie située plus au sud que la rivière Ohio fait défaut, et le tracé même de cette rivière semble avoir été ajouté après coup. L'échelle de la carte se trouve au-dessus de ce tracé.

Une copie de cette pièce importante est conservée à l'Université Laval, à Québec.

7° Un mémoire accompagnant probablement la " Carte aux armes de Frontenac ", et dont une partie au moins paraît avoir été écrite par Jolliet. On en trouve le texte dans l'ouvrage de Margry déjà cité, volume I, page 259.

8° Une grande carte avec dessins d'arbres et d'animaux, ayant pour titre, tracé dans un cartouche — : " Carte générale de la France Septentrionale, contenant la découverte du pays des Illinois faite par le Sieur Jolliet." Dans un deuxième cartouche, cette carte porte la dédicace qui suit : " A Monseign. Monseigneur COLBERT, Conseiller du Roy en son Conseil Royal, Ministre et Secrétaire d'État, Commandeur et Grand Trésorier des ordres de Sa Majesté. Par son très humble, très obéissant et très fidèle serviteur DUCHESNEAU, Intendant de la Nouvelle-France."

Cette carte est, croyons-nous, de Jean-Baptiste Franquelin, et a été dressée en 1681. L'Université Laval, de Québec, en possède une belle copie.

Grâce à toutes ces pièces et à d'autres sources historiques, de provenances française, canadienne ou américaine, nous pouvons suivre Jolliet et ses compagnons jour par jour, pour ainsi dire, dans leur voyage de découvertes. Nous ne nous y attarderons pas trop cependant, préférant nous en tenir aux principales étapes de cette expédition.

Ernest Gagnon.

(A suivre)



LA TRAITE ET LA COMPAGNIE DE LA BAIE D'HUDSON

AVANT LA VERENDRYE.

L'ETUDE des documents qui se rapportent à la traite sur le littoral de la baie d'Hudson, avant l'arrivée de La Vérendrye au Nord-Ouest, met au jour une foule de renseignements fort curieux. Pour n'être pas trop fastidieux, on est forcé de ne glaner que les faits saillants, pour laisser dans l'ombre bien des détails qui auraient pourtant leur importance.

Ce qui frappe tout d'abord dans l'étude de ces archives et qui s'impose nécessairement comme conclusion, c'est le peu d'aptitude des serviteurs de la compagnie de la baie d'Hudson pour les courses dans l'intérieur du pays. Le contraste avec les traiteurs français est si frappant qu'il défie tout comparaison.

Ils ne furent toujours que de bien tristes voyageurs, incapables de s'accommoder aux mille choses imprévues de la vie au désert. Ils ne devinrent tout au plus que des canotiers passables.

Leur maladresse comme chasseurs, dépasse toute expression. Qu'on en juge plutôt. Les oies pendant l'été s'abattaient par bandes innombrables, sur ces rivages inhospitaliers. Avec un peu de dextérité, les Français réussissaient parfois à en tuer à coups de bâton.

Or les serviteurs de la compagnie étaient de si mauvais tireurs qu'ils ne pouvaient alimenter leurs forts, durant la saison de chasse. La cour générale de Londres fut obligée de donner à maintes reprises des instructions spéciales à ses officiers, d'enseigner à quelques-uns, la manière de chasser l'oie, afin de pouvoir faire quelques salaisons pour l'hiver.

Par contre, la compagnie possédait la science des poids et mesures, à un degré qui ne lui faisait pas toujours honneur, si l'on en croit le rapport de Richard White.

Ses officiers avaient l'habitude, dans plusieurs de ses forts, de ne pas donner le poids dans les échanges. Ils tenaient même, dit White, une entrée spéciale dans les livres sous le titre de "Surplus du commerce," pour indiquer les profits provenant de cette source. Pour être juste envers cette compagnie, il est bon de noter qu'à l'ordinaire, elle donnait peu de boisson aux sauvages et que si sa conduite ne fut pas toujours irréprochable, sur ce point, elle fut bien loin de tomber dans les abus au même degré que les traiteurs français.

Ces derniers d'ailleurs furent toujours son cauchemar. La peur des Français semblait épidémique à la Baie. Cet effroi était partagé par tous les employés qui croyaient voir un Français embusqué derrière chaque arbre, ou à l'affût au détour de chaque cours d'eau.

La cour générale fit appel à mille ressources pour dissiper cette terreur : espoir de récompense, promesse d'avancement, mention honorable. Elle eut beau faire miroiter devant leurs yeux ces appâts séduisants pour les déterminer à pénétrer dans l'intérieur et y construire des postes de traite, rien n'y fit.

Les gouverneurs des divers forts de la Baie essayèrent constamment des refus, qu'ils consignent avec regret dans leurs rapports à la cour générale. Cette dernière revint à la charge pendant près de 50 ans, sans obtenir les résultats qu'elle voulait. A part l'expédition d'Henry Kelsey, qui n'aboutit à rien, et l'établissement du fort Henley, la compagnie demeura cantonnée sur ces rivages glacials comme si un mur de Chine lui fermait l'intérieur. Pour elle, ce ne fut point par choix, goût ou intérêt qu'elle resta ainsi prisonnière immobile, sur cette terre désolée. Toute sa correspondance montre quel œil d'envie elle jetait sur le continent. Ses serviteurs n'étaient pas taillés pour semblable entreprise. Ils préféraient attendre stoïquement autour de leurs forts, l'arrivée annuelle de la flottille sauvage.

Kelsey ne fit qu'une promenade dans l'intérieur. Parti de Deering's Point, dans l'été 1691, il revint l'été suivant avec un bon nombre d'Assiniboines. L'expédition n'eut aucun résultat.

Quant au fort Henley, voici dans quelles circonstances il fut érigé.

Quelques sauvages, mécontents des traitements reçus à la Baie, invitèrent des traiteurs français à remonter la rivière Albany et à faire la traite, interceptant ainsi les fourrures qui se rendaient à la mer. Quelques traiteurs, en effet, séduits par l'espoir d'une riche moisson, se rendirent jusqu'à environ 130 ou 140 milles du fort Albany. Ils passèrent l'été sous des tentes et à l'automne, peu satisfaits du rendement, ils s'en retournèrent pour ne plus revenir.

La compagnie craignant leur retour, fit construire au printemps suivant, un fort à l'endroit même où les Français avaient fait la traite.

Ce fort était entouré d'une forte palissade. Construit en 1738, il fut détruit par les sauvages en 1739. La compagnie n'essaya point de le relever. Le Dr Thompson, qui se trouvait à cette époque à Albany, dit qu'il eût été inutile de le reconstruire, vu que les Français n'auraient pas manqué de le détruire à la première occasion. De plus, les sauvages étaient fort mal disposés vis-à-vis les Anglais, et ne désiraient rien moins que leur présence dans l'intérieur du pays. (1)

En 1738, les Français pressaient la compagnie autour de la baie James. Ils avaient construit un fort sur la rivière "Seel" à 100 milles de Churchill et y entretenaient une garnison de 60 hommes, qui tout en se livrant à la traite, se tenaient prêts à défendre le fort, si l'occasion s'en présentait. L'audace de ces traiteurs était incroyable. Ils allaient enlever des moutons jusqu'aux portes des forts anglais. La compagnie dut cesser de semer du maïs autour de ses postes parce que les Français avaient pris l'habitude d'aller faire la récolte pour elle.

(1) Dans la correspondance de ses officiers, la Cie se plaint du tort que lui causait en 1719 la présence des Français auprès de la Baie. Les traiteurs français avaient déjà un poste dans la partie nord de la rivière Albany, entre les années 1715 et 1719 et ils avaient réussi à intercepter les fourrures que les sauvages avaient habitude de porter au fort Albany.

Les sauvages vendaient aux traiteurs leurs plus riches fourrures et n'apportaient à la Baie que les rebuts et celles qui étaient trop pesantes pour que les traiteurs se chargeassent de les apporter à bord de leurs frêles canots.

Il est constant qu'ils portaient une sincère affection aux traiteurs français, avec lesquels ils vivaient en famille.

Il n'en était pas ainsi des employés de la compagnie.

Les sauvages étaient reçus avec beaucoup de réserve et de froideur aux forts de la Baie. Pour des bagatelles parfois le gouverneur les faisait fouetter. Il était expressément défendu de les laisser coucher dans l'intérieur des forts.

La traite se faisait à travers la fenêtre d'un hangar et il n'était permis qu'à 2 ou 3 commis d'engager conversation avec eux.

La compagnie ne fit aucun effort pour instruire les sauvages qui avoisinaient ses forts. Le gouverneur Myatt, qui mourut en 1729, rapporte qu'un jeune sauvage ayant été instruit par un employé du fort, écrivit à la cour générale une lettre dans laquelle il demandait à être envoyé en Angleterre, afin de continuer ses études et être baptisé.

Pour toute réponse, la compagnie ordonna au gouverneur Stanton d'enlever des mains de cet enfant les livres qu'on lui avait procurés et défendit qu'on lui en donnât d'autres. Le motif d'une conduite si étrange était la crainte que ce jeune sauvage ne profitât de l'ascendant que lui donnerait son éducation sur sa tribu pour lui aliéner l'affection des Anglais et susciter des embarras à la compagnie.

D'un autre côté, il est prouvé, par le témoignage même des employés de la compagnie, que les traiteurs français, sans être des modèles de vertu, apprenaient souvent aux sauvages à réciter des prières et leur donnaient des notions rudimentaires sur le christianisme.

De 1727 à 1730 on constate que le zèle des coureurs des bois se ralentit un instant et la traite pendant quelque temps subit une baisse considérable. La cause de ce changement doit

être attribuée à un acte politique adopté à la suggestion de Brome, gouverneur de l'Etat de New-York. Les traiteurs importaient presque toutes leurs marchandises de la Nouvelle-Angleterre. Ce marché, qui était à leur porte, leur permettait de s'approvisionner plus promptement qu'à Québec, où le plus souvent il leur fallait attendre l'arrivée des navires. Les prix étaient également moins élevés que ceux chargés au Canada.

Burnet, qui était un rusé diplomate, résolut de leur couper les vivres et d'encourager les marchands de New-York à faire le commerce directement avec les tribus sauvages.

De cette façon il espérait se gagner les sympathies des indigènes et les attacher plus sûrement à l'Angleterre.

A cet effet, il fit sanctionner une législation prohibant l'exportation des marchandises anglaises au Canada.

Les marchands de New-York, qui se sentaient atteints, s'opposèrent vivement à cette loi qui rompait leurs rapports avec d'excellents acheteurs. Ils en appelèrent en Angleterre. Le conseil privé, après avoir longtemps hésité, finit par confirmer la loi Burnet. Ce fut comme une conséquence de cette politique et pour favoriser l'expansion de la traite par les commerçants anglais, que le fort Oswégo fut construit. Les traiteurs ne tardèrent pas à se relever de cet échec. Des maisons commerciales françaises leur ouvrirent des crédits et les consolèrent de leurs anciennes relations avec la Nouvelle-Angleterre. Au lieu d'enrichir les commerçants de New-York, ce furent ceux de Québec qui en bénéficièrent. Burnet ne connaissait pas assurément toutes les ressources de ces hommes remuants et pleins de courage. Il semble qu'il aurait eu tout à gagner à leur tendre les bras et à les attirer à lui.

Il s'imaginait follement que cette mesure détruirait leur crédit et qu'il aurait le temps, avant qu'ils s'équipent de nouveau, de les remplacer par des traiteurs anglais, dans les territoires sauvages. Il ne réussit qu'à les embarrasser quelque temps et à diminuer les profits de leur traite.

La compagnie de la baie d'Hudson ne tira guère de bénéfices de cette mesure.

De 1672 à 1720 elle avait tenté l'impossible pour établir des postes dans l'intérieur du pays.

Il semble que ses serviteurs se croyaient enchaînés à la Baie et elle ne put les déterminer à entreprendre des voyages réguliers dans l'intérieur et encore moins à s'y fixer. Force lui fut donc de se résigner à son sort.

Pendant que ces rudes gaillards de coureurs des bois venaient lui enlever les plus belles fourrures jusqu'aux portes de ses forts et faire la récolte de ses jardins, elle tournait ses regards vers le nord, qu'elle se mit à explorer.

Elle se mit en quête de mines d'or et de cuivre et fit la chasse aux baleines et aux phoques.

Elle ne sortit de sa torpeur qu'en 1772, lorsque Joseph Frobisher intercepta la flotte des sauvages au fort de "traite" et la laissa sans un poil. Voyant que les sauvages désertaient ses comptoirs, elle secoua ses habits de glace et pénétra enfin dans le pays dont elle gardait la côte nord depuis cent ans. Il lui fallut un demi-siècle de luttes contre sa jeune rivale la compagnie du Nord-Ouest pour demeurer maîtresse souveraine de tout le Nord-Ouest jusqu'aux rivages de l'océan Pacifique.

La compagnie chercha de bonne heure à encourager les sauvages de la rivière Churchill à visiter ses forts. En 1738 on constata que 300 canots descendirent à la mer par cette rivière. Il ne paraît pas cependant que les sauvages de la rivière McKenzie fréquentèrent à cette époque les postes de la compagnie. Si quelques-uns s'y rendirent, ce ne fut qu'à de rares intervalles. La factorerie de York attirait un plus grand nombre de sauvages. C'était là que venaient traiter les tribus habitant les lacs La Pluie, des Bois et Winnipeg.

Cette traite n'était pas aussi abondante toutefois qu'on serait porté à le croire. Cette partie du pays n'était pas très giboyeuse et la longueur du trajet décourageait les sauvages. Bon nombre préféraient, avant l'arrivée de La Vérendrye, laisser traîner dans leurs loges des fourrures de prix plutôt que de passer tout l'été en voyage. Les principaux gouverneurs qui

commandèrent les forts de la Baie furent : le capit. Henry Kelsey, John Fullertine, Robert Norton, James Napper, Joseph Isbister, Robert Pilgrim, George Spence, John Newton, Chs Bagby, John Pott, John Bridgar, James Isham, Henry Sargeant, George Geyer, Anthony Beal, Richard Stanton et Myatt.

Aucun de ces gouverneurs n'obtint une célébrité. Ils possédaient les qualités par excellence qu'exigeait la compagnie de ses officiers supérieurs, la prudence et l'esprit des affaires.

Ils étaient assistés d'un conseil composé d'ordinaire de quatre employés parmi lesquels figuraient toujours le médecin, un commis et le capitaine du paquebot dont chaque fort était pourvu.

Le conseil avait le droit de passer des règlements pour la gouverne des employés, et pour déterminer leurs devoirs et leurs rapports avec les sauvages. A chaque fort, il n'y avait en général que deux commis qui avaient le droit de faire la traite. Les autres serviteurs devaient éviter absolument toute conversation avec les indigènes.

Les gouverneurs ne se gênaient pas, pour la moindre infraction aux règlements, de frapper leurs employés. Parfois ils les mettaient aux fers ou réduisaient leur salaire pour des offenses bien triviales, telle que d'avoir fumé sous une loge avec quelques sauvages. La cour générale veillait à la conservation de ses forts avec une prudence et une anxiété qui trahit à chaque instant ses vives appréhensions des Français. C'est ainsi qu'elle enjoignit à ses officiers de tenir continuellement une sentinelle autour du fort, d'abattre les arbres et de raser tout ce qui pouvait gêner la vue dans le voisinage, afin d'éviter toute surprise et tout ce qui pouvait abriter un ennemi. Les serviteurs devaient être exercés au maniement des armes, une fois par semaine. Ils devaient tenir leurs fusils constamment chargés, ainsi que les canons du fort.

La compagnie, pour se fortifier davantage, chercha à enrégimenter des sauvages, mais sans succès. A chaque poste, elle

en tenait cependant deux à sa solde, dont la seule fonction était de se diriger le matin dans l'intérieur du pays pour en revenir le soir. Ils devaient donner immédiatement l'alarme au cas où ils remarqueraient la présence de Français. Elle ne se dispensa des services de ces deux gardes que lorsque la paix fut conclue entre la France et l'Angleterre.

Les instructions de la cour générale sont parfois fort édifiantes et font preuve de sollicitude pour le salut de l'âme de ses employés.

Elle ordonnait de célébrer le jour du Seigneur par quelque cérémonie religieuse et de cesser tout travail qui n'était pas absolument indispensable.

Elle conseillait à tous la sobriété et la modération et finissait par les confier à la protection divine et par implorer pour eux les bénédictions célestes. Il faut bien l'avouer, la note religieuse n'apparaît dans la correspondance de la compagnie que dans les époques troublées et dans ses moments d'angoisse, tels que pendant la guerre entre la France et l'Angleterre. Lorsque les nuages se dissipent et que le ciel se rassérène, les exhortations morales et les pieuses invocations ne semblent plus de mise dans le style de la cour générale.

La compagnie ne paraît pas avoir envoyé de ministre dans ses forts. La France pourtant lui avait donné le bon exemple pendant le peu d'années qu'elle avait commandé dans la Baie.

Les PP. Dalmas, Sylvie et Marest y avaient exercé leur zèle, et quoique venus surtout comme aumôniers de navire, pour le service des Français, ils commencèrent à évangéliser les sauvages dans le voisinage des forts.

La compagnie, trop occupée d'amasser du "pelu", ne se soucia guère que d'augmenter ses dividendes. Elle voulut demeurer fidèle à sa devise: "Pro pelle cutem".

L.-A. Prud'homme.

Saint-Boniface, 8 janvier 1900.

L'HOPITAL GENERAL DE ST-BONIFACE

DE LA RIVIÈRE-ROUGE.

(1844)

(*Suite*)

CHAPITRE SEPTIEME.

LE PAYS D'ADOPTION.

Au temps des juges, écrivent les historiens de la Bible, une grande famine étant survenue en Israël, Élimélech s'en alla avec sa femme et ses deux fils dans le pays de Moab.

Élimélech y mourut. Noémie demeura avec ses deux fils, qu'elle maria à deux Moabites. Dix ans après, les deux fils étant morts, Noémie songea à retourner dans la terre de Juda et avertit ses belles-filles d'aller chez leurs parents et de demeurer dans le pays de leur naissance.

Malgré l'affection bien grande qu'elle portait à sa belle-mère, Orpha accepta la proposition et lui fit ses adieux; mais Ruth ne voulut pas même penser à quitter celle à qui elle avait voué un filial amour. Elle lui répondit avec fermeté ces paroles admirables: " Ne m'obligez pas à me séparer de vous, j'irai par-tout où vous irez... Je demeurerai dans les mêmes lieux que vous, votre peuple sera mon peuple, je mourrai dans la terre où vous mourrez et la mort seule me séparera de vous."

Missionnaires de la Rivière-Rouge, voici la contrée lointaine, votre mère d'adoption; pour elle, vous avez brisé les liens les plus légitimes, pour elle, vous venez de franchir la limite qui

vous séparera pour toujours des lieux chers à votre existence. Avancez, cette terre sera votre terre. . . ses peuples, tribus, nations seront votre peuple. La mort seule vous séparera d'elle!

Toutes les rives, tous les sites, quoique peu différents de ceux que nos missionnaires viennent de quitter, caractérisent le pays qu'elles vont habiter à jamais. Durant trois semaines avant d'arriver au terme de leur course, elles auront à traverser des rivières, à passer des rapides, à faire des portages non moins difficiles que ceux qu'elles ont déjà rencontrés.

Un défaut de date et de dénomination des lieux, dans la relation de leur voyage, nous empêche de reconnaître l'endroit où on eut une si grande anxiété pour le transport de la sœur Lagrave. Ne passons pas ce fait sous silence.

Un soir on arrive auprès d'une cascade, il fallait pour s'en détourner gravir un rocher de 12 à 15 pieds d'élévation. Les plus alertes pouvaient tout simplement suivre le sentier abrupt, mais la pauvre estropiée? Comment pouvait-on la monter-là, avec le brancard? On imagine mille moyens. Enfin M. Lafèche propose de hisser le brancard au sommet. Ce plan fut adopté. Lui et plusieurs hommes montèrent sur le rocher et lancèrent des cordes dont ils retenaient les bouts. D'autres hommes restés dans le canot lièrent fortement le brancard et les uns le soulevant aussi haut que possible, d'autres perchés sur les bords aidaient à cette élévation, tandis que deux autres s'étant mis à l'eau jusqu'aux coudes essayaient de retenir le canot sans pouvoir réussir cependant à l'empêcher d'osciller. Au signal donné: *houra! houra!* les cordes se tendent, les hommes sur la pointe du rocher halent avec précaution. Ainsi s'opéra cette ascension périlleuse qui glaçait d'effroi les sœurs spectatrices. Sœur Lagrave toujours abandonnée se laissa enlever non sans un grand saisissement sans doute, et fut déposée sur le rocher où ses compagnes encore sous l'impression d'un péril aussi grand, la rejoignirent en offrant au Seigneur leurs ferventes actions de grâces.

En continuant leur route, elles traversèrent le lac Lacroix

et arrivèrent au lac Lapluie qui se décharge dans la rivière de ce nom. Les voyageurs saluent le poste avec quelque espérance. Les provisions commencent à manquer. Ils ne sont pas trompés dans leur attente. Monseigneur Provencher avait prévu la di-sette et s'était hâté d'envoyer de la viande de buffalo, aliment si bien adapté aux besoins des voyageurs du pays. Il faut avouer que ceux qui ne sont pas accoutumés à cette nourriture, la trouvent fort insipide et de mauvais goût, mais la mortification sait tout assaisonner et les chères sœurs en firent la douce expérience.

La rivière Lapluie a un cours de près de trente lieues, elle est magnifique, et ressemble, dit-on, à la rivière Chambly. La fertilité du sol semble répondre à la beauté de ses eaux limpides. Il a été question dans un temps, paraît-il, d'établir en cet endroit la colonie qui a été fondée au confluent de la rivière Rouge et de la rivière Assiniboine.

A l'extrémité du lac Lapluie se trouve une pointe appelée Coutchiching; on a bâti sur cette pointe, la première maison et établi le premier fort dans l'intérieur de ce pays.

Le fort s'appelait le fort St-Pierre, et fut construit sous les ordres de M. de Lajemmerais, frère de Madame d'Youville, qui s'était rendu en ce lieu, pour y continuer l'expédition projetée avec son oncle M. de la Vérandrye. Son cousin, le jeune de la Vérandrye, l'accompagnait.

Voici plusieurs membres de la famille de la vénérable fondatrice des Sœurs Grises qui vont préparer dans le Nord-Ouest, les voies de la civilisation et du christianisme: son oncle, son frère et deux cousins, les fils de l'illustre découvreur.

Après cent dix ans, ses filles accourent pour offrir de leur manière une part de dévouement à la grande œuvre entreprise par de si nobles chrétiens.

Les canots s'avancent encore, voici le lac des Bois, véritable labyrinthe à cause de la multitude de ses îles. Les guides ont besoin de beaucoup d'habileté pour se reconnaître. C'est ici, au lac des Bois, que l'habile découvreur du Nord-Ouest perdit

douloureusement son fils, qui fut massacré par les Sioux avec le Père Aulnaud, jésuite, et vingt et un Français. Des croix élevées sur ces côtes rappellent le souvenir de ces martyrs. Que de dévouement, d'héroïsme, ne révèle point à l'âme la vue de ces croix ! Les bonnes sœurs, en les saluant, sentirent agrandir leur courage et se félicitèrent sans doute de leur mission providentielle.

La distance du lac des Bois à travers ses îles, compte soixante-quatre milles depuis l'entrée de la rivière de la Prairie jusqu'au portage du Rat. On rentre presque aussitôt dans la redoutable rivière Winnipeg, où l'on ne rencontre que des rapides et des chutes. En revanche, elle offre de beaux campements.

C'est dans cette rivière que nos voyageurs et voyageuses firent le soixante et dix-huitième portage (dit la relation de leur voyage) sans compter les demi-portages en nombre égal.

Qu'on imagine la satisfaction des bateliers d'enfermer leurs colliers et autres objets en usage. Pauvres gens, qu'ils ont travaillé, qu'ils ont souffert ! Aussi est-ce avec contentement qu'ils conduisent leur flottille au bas de la rivière, au fort Alexandre. Le lac Winnipeg, qui a cent lieues de long, se déroule à leurs regards ; il faut bien le traverser, mais courage ! voici l'embouchure de la rivière Rouge, c'est l'espérance.

* * *

(A suivre)



OU TROUVER LE BONHEUR

(Suite)

Dans le rayonnement des yeux noirs qui s'attachaient sur lui sans défiance, il lisait clairement cette fois un élan de joie, d'une joie si intense que sa compagne, impuissante à en réprimer l'expression, s'écria en lui tendant la main :

— Ah ! c'est bien vrai que vous avez le cœur de mon vieil ami !

— Merci, dit-il à mi-voix, me voilà récompensé d'avance !

Mais ces simples mots et surtout l'accent dont ils furent prononcés rappelèrent Paule à elle-même. Depuis la confiance de son amie qu'elle considérait déjà comme engagée au comte, elle s'attendait chaque jour à l'annonce de leurs fiançailles et, se souvenant tout à coup de la réserve qu'elle s'était jurée de garder, elle retira sa main avec confusion.

— Pardon, dit-elle en riant, je suis très enthousiaste, c'est une faiblesse qui empêche souvent de raisonner ; aussi, en y réfléchissant mieux, il me semble que votre généreux projet pourra rencontrer bien des obstacles.

— Lesquels, mon Dieu ?

— Eh ! mais d'abord les goûts de votre femme que vous ne voudrez pas immoler malgré elle, si elle aime le plaisir.

Elle essayait un ton léger. Jean, demeuré très sérieux, lui demanda :

— Vous pensez donc qu'une existence de châtelaine avec tous ses agréments ne lui conviendrait pas ?

— Comment puis-je le savoir ?... beaucoup de mes amies rêvent la vie de Paris, répondit évasivement Mlle de Lansac, qui hâtait le pas pour couper court à ces effrayantes questions.

Dans son esprit se heurtaient des pensées invraisemblables : Blanche, pourvue du titre et de la fortune qu'elle ambitionnait,

Blanche, comtesse et riche acceptant que son mari courût chaque jour chez les miséreux des environs, Blanche, avide des plaisirs élégants de Paris, des distractions étourdissantes des villes d'eau, se vouant de bonne grâce à la paisible vie de château... pour l'amour des pauvres dont elle ne s'occupait jamais! l'illusion du malheureux fiancé était-elle assez stupéfiante!... Et lorsque, franchissant la porte du potager, ils se trouvèrent face à face avec Mlle de Versy, d'une suprême élégance jusque dans l'arrangement de son amazone, vaincue par le comique de ses réflexions, Paule laissa échapper un éclat de rire fou, irrésistible, mais dont la fraîcheur n'eut pas le pouvoir de dérider son amie. Celle-ci leva ses fins sourcils, regarda de travers les deux promeneurs et dit avec une nuance de hauteur :

— Fort bien! je vois que l'accident de la Baxade ne vous a pas trop contrariés... Peut-on savoir ce qui cause ta gaité, Paule?

— Sans doute... je pensais justement à toi et en t'apercevant, la surprise... le plaisir...

Paule resta court au milieu de cet aveu. Voyant qu'une fois de plus depuis une heure elle avait permis au comte de suivre le fil de ses pensées et n'osant plus soutenir son regard, elle se détourna pour cueillir quelques roses.

Mlle de Versy n'insista pas et comme elle se dirigeait vers la maison, le jeune homme se résigna à l'accompagner.

— Mon frère et moi, lui dit-elle, nous sommes venus prévenir Paule afin qu'elle ne se dérange pas pour cette fête, mais elle était avertie.

— Adrien vous accompagne donc?

— Je l'ai laissé au salon avec Mme de Vaubell qui, soit dit en passant, est transportée de votre action magnanime. Il paraît que vous venez de visiter un bambin malade?...

— Oui, un cas très grave, je crois, une fièvre maligne.

— Pouah! et vous avez été respirer cet air-là? quelle folie! exclama Blanche en reculant.

— N'ayez pas peur, la contagion n'est plus à craindre après

la course que nous avons faite au grand air. Pour votre amie, elle ne retournera pas chez cette femme, elle m'en a fait la promesse!

— C'est très beau de sa part, mais elle aurait encore mieux fait de ne pas vous y conduire.

— Pardon, Mademoiselle, fit observer de Brive froidement, vous oubliez que je suis médecin.

— Ah! c'est vrai! . . . vous tenez tant à ce titre . . . mon Dieu, je le conçois, poursuivit la jeune fille voyant le front de son interlocuteur se rembrunir; un homme comme vous peut être fier d'avoir acquis une valeur personnelle, de posséder un savoir incontesté; mais, est-il bien nécessaire d'aller ainsi soigner des rustres et des miséreux toujours répugnants? . . . Il me semble que vous pourriez laisser cette vilaine besogne à ceux de vos confrères qui courent la visite pour vivre.

— Franchement, voilà une bonne action au-dessus de mes forces; mes préférences sont pour les malades sans ressources, aussi, je parlais il n'y a qu'un instant à Mlle de Lansac d'un projet que je caresse: devenir à la campagne une sorte de châtelain bienfaisant et soigner les pauvres.

Jean avait parlé avec calme et il fallait la consternation où ses paroles jetèrent la jeune fille pour qu'elle ne comprit pas combien elles étaient calculées.

Tout comme Paule elle s'arrêta, seulement ses beaux yeux en se fixant sur le clair regard du jeune homme n'exprimaient pas la surprise attendrie qui l'avait rendu si heureux naguère. Non, dans ces prunelles aux reflets de saphir il lut d'abord une anxieuse interrogation, puis un désappointement trop cruel pour qu'il fût possible à Blanche de le dissimuler. D'abord elle avait voulu croire à une plaisanterie, mais Jean avait-il jamais plaisanté devant elle avec cet air de gravité: sa loyale figure ne mentait pas . . . ce qu'il disait, il le voulait . . . et avec quelle fermeté! . . . alors, alors, avec lui, les plaisirs, les triomphes tant désirés devenaient un leurre! Tout cela tourbillonna en une seconde dans la petite cervelle de Mlle de Versy avant qu'elle pût

articuler une parole. Puis, comme un sourire ironique plissait les lèvres du comte, elle comprit qu'elle était devinée et se raidissant pour faire bonne contenance :

— Il est vraiment beau, votre projet, Monsieur, dit-elle d'un air détaché, seulement je ne comprends pas quelle part de bonheur vous faites pour... votre femme.

Ce fut au tour de Jean de rire pendant qu'il répliquait :

— Aussi, vous la plaiguez d'avance... et sans la connaître, n'est-il pas vrai ?

C'en était trop ! l'altière enfant baissait la tête pour cacher le dépit et la colère qui la suffoquaient lorsqu'un bras caressant vint entourer sa taille. Paule était là, son bouquet de roses à la main, qui lui demanda doucement :

— Vous nous restez tous deux à déjeuner, n'est-ce pas ?

— J'y avais pensé tout d'abord, mais...

— Mais quoi ? vous êtes libres et Mme de Versy ne vous attendra pas, j'en suis certaine ! Dans cinq minutes, nous nous mettrons à table.

Tenant toujours son amie par la taille, elle l'entraîna vers le salon où Adrien commençait à perdre patience.

Pendant le déjeuner, de Brive mis en belle humeur par les événements du matin mangeait de fort bon appétit, riait et causait de même, au grand plaisir de la vieille dame et, devant cette gaieté communicative, Paule entraînée sur une pente insensible redevenait elle-même. Ils étaient en train de prendre le café servi sur la petite terrasse lorsqu'un bruit de roues et un piétinement de chevaux attira leur attention. Mlle de Lansac courut ouvrir toute grande une des fenêtres du salon :

— Ah ! tante, s'écria-t-elle, vois donc !... M. de Gèdres amène les invités qui se sont rendus chez lui sans savoir l'accident !... trois, quatre, cinq landaus remplis de monde, sans compter les cavaliers !...

— Une invasion de barbares, ni plus ni moins ! riposta le vieux baron qui avait mis pied à terre et entraît le premier ; en êtes-vous très fâchée, ma petite Paule ?

— Vous ne le croyez pas, cher Monsieur, mais, en ajoutant

un mot d'avertissement dans votre billet, vous eussiez été mieux reçus.

— Impossible! l'idée de cette promenade m'est venue pendant le déjeuner servi tant bien que mal vers onze heures. Je voyais toutes ces mines désappointées. . . Je proposai une promenade aux ruines de Belestou avec halte à Castel-Fleuri dont nous avons le dessein d'enlever tous les habitants valides, ne vous en déplaise, ma belle enfant! . . . Madame, j'ai l'honneur de vous saluer! Ah! c'est charmant de voir comme vous traitez les rhumatismes!

Ces derniers mots s'adressaient à Mme de Vaubell qui, appuyée sur une canne et le visage épanoui, se hâtait au-devant de ses visiteurs. Promptement les landaus se vidèrent, les cavaliers mirent pied à terre. Dans le grand salon ce fut un échange de saluts et de paroles amicales auxquels les deux jeunes gens et Blanche ne demeurèrent pas étrangers.

Tout à coup les traits de cette dernière se détendirent et un éclair de maligne satisfaction passa dans ses yeux. A quelques pas de l'endroit où elle se tenait près de Jean, M. de Gèdres présentait à la maîtresse de la maison un homme d'une cinquantaine d'années, grand, maigre, gourmé dans un vêtement d'une coupe très nouvelle:

— Sir William Erlington, dit le vieux baron.

L'étranger avait salué avec une raideur toute britannique, lorsque son regard rencontra celui de Mlle de Versy; il eut un brusque mouvement de surprise, son visage coloré devint encore plus rouge entre ses favoris grisonnants et il s'avança vers elle avec une précipitation qui laissait bien loin la dignité de ses compatriotes.

— Je ne croyais pas vous voir ici, Mademoiselle! s'écria-t-il après un chaleureux shake-hands, j'avais été si fâché l'an dernier qu'une affaire m'eût obligé de quitter Biarritz avant vous!

Puis, avec un nouvel étonnement, apercevant Jean:

— Et vous aussi, monsieur de Brive! cette demeure abrite donc toutes les personnes que j'avais le plus estimées en France!

Jean répondit à ce compliment par une cordiale poignée de main ; il avait rencontré l'hiver précédent sir Erlington dans des salons parisiens où l'on parlait beaucoup de sa grande fortune et des paris fabuleux qu'il engageait aux courses. L'Anglais, ravi surtout d'avoir retrouvé Mlle de Versy, entama avec elle une conversation animée qui permit au comte de s'esquiver poliment.

Qu'était devenue Paule ? il la chercha en vain pendant quelques instants, puis la vit apparaître à l'extrémité du salon, très affairée et secondant sa tante dans ses devoirs de maîtresse de maison. Dans ce moment où la chaleur était accablante, la promenade devait être différée au moins pendant deux heures ; les visiteurs sentaient le bien-être de ce grand salon frais et assombri ; mais en quête de distractions ils ne tardèrent pas à parler musique. Blanche de Versy et Mlle d'Espinasse, une grande fille roussâtre et distinguée qui, toutes deux devaient faire partie des exécutants dans le concert, furent solennellement réquisitionnées par M. de Gèdres et Paule comprit, tout en essayant de se faire oublier, qu'elle n'avait pas chance d'échapper à la même demande ; dans son émoi, elle jeta un regard autour du salon pour chercher celui dont la présence la gênait en dépit de ses meilleurs raisonnements. Jean n'était plus là : dès qu'il avait vu Mlle de Versy conduite par sir William se diriger vers le piano, il s'était éclipsé par la porte entr'ouverte de la petite terrasse. Ne pouvant échapper au brillant tapage qui l'avait déjà crispé la veille, il avait du moins décidé de ne pas mêler ses applaudissements à ceux dont l'Anglais donna le premier le signal. Dans la retraite qu'il s'était choisie le bourdonnement des conversations arrivait jusqu'à lui, interrompu chaque fois qu'un amateur de bonne volonté se mettait au piano. Des voix jeunes et claires chantèrent successivement sans qu'il y prît garde, une sérénade et un duo d'un agréable effet.

Lui, usant de cette faculté précieuse qui nous permet de revivre le passé, suivit vingt fois pendant cette heure le sentier entre les vignes où il avait vu Paule si émue lui tendre la main. Ce fut l'archet habilement conduit par la jeune fille qui le rappela à lui-même.

Oh! le charme magique produit sur Jean par la voix du violon! les phrases câlines montent, s'épanouissent, le pénètrent de leur harmonie et lui rendent l'émotion du matin!

N'osant refuser de jouer, Paule a choisi une mélodie très simple, destinée à faire peu d'effet; mais c'est pur et vibrant comme son âme et l'on sent l'exécution savante d'une véritable artiste! Enfin le chant s'éteignit doucement et de Brive, rentré dans le salon, vit Mlle de Lansac qui remplaçait soigneusement son violon dans sa boîte; souriante, elle remerciait des éloges qu'on lui prodiguait.

Parmi les groupes qui allaient et venaient, il éprouvait un peu de difficulté pour arriver jusqu'à elle, lorsque de Versy lui barra carrément le passage:

— Je te cherchais, mon cher, dit-il avec une feinte gaité, où vas-tu si vite?

— Complimenter Mlle Paule, ce morceau est ravissant!

— Trop tard! la voilà qui s'éloigne... les portes de la salle à manger s'ouvrent, il s'agit de luncher avant la promenade; on part dans un quart d'heure.

Paule, apercevant le comte, s'est en effet glissée entre les couples qui se disposent à quitter le salon; elle accepte le bras d'un jeune voisin de campagne. L'admiration qu'elle surprend dans les yeux de Jean ne la laisse pas sans inquiétude: deux fois pendant cette journée elle a involontairement attiré son attention... qu'en pensera Blanche?... Le rire cristallin de celle-ci vint transformer ce remords en surprise: on ne pouvait rien imaginer de plus séduisant que Mlle de Versy en ce moment où elle écoutait avec complaisance les discours alambiqués de sir William; en la considérant, son amie se posa hésitante une nouvelle question: que devait en penser Jean de Brive?

Le temps passait. M. de Gèdres pressait son monde, aussi le lunch fut-il expédié avec entrain par toute cette société dont l'humeur primesautière et la gaité jetaient feu et flammes. Vers quatre heures, chacun reprenait sa place, qui en landau, qui sur sa monture. Seule de toutes les jeunes femmes présentes Mlle

de Versy était venue à cheval et pour l'accompagner Paule, sur l'avis de sa tante, revêtit son amazone pendant qu'on sellait Farfadet, son alezan favori. Mais son amie devait lui causer en ce jour plus d'un étonnement.

A peine en selle, Blanche, par une volte gracieuse rejoignit sir Erlington et devançant les voitures, tous deux s'élancèrent au galop. Cette vue arracha une exclamation de colère à de Versy : l'action inconsidérée de sa sœur lui faisait perdre son beau sang-froid ; il se tourna vers Paule et de Brive assez rapprochés de lui :

— En avant ! suivons-les ! dit-il vivement.

Tous trois donnèrent la bride à leur cheval et partirent à fond de train, imités aussitôt par quelques jeunes gens. Ils longèrent les landaus, les dépassèrent un à un et n'eurent plus devant eux que le ruban blanc de la route qui contournait de légères ondulations de terrain.

Sir William montait avec une rare perfection et sa jeune compagne n'avait pas oublié en quelle haute estime il tenait une habile écuyère.

Animée par le désir de plaire, subissant aussi l'excitation que cause toujours l'espace rapidement parcouru, elle devançait presque l'Anglais. Les autres cavaliers apercevaient à chaque tournant de route le nuage poussiéreux soulevé par leurs chevaux.

Au bout de dix minutes, le mouvement avait aidé Adrien à recouvrer son habituel empire sur lui-même ; il comprit qu'une poursuite acharnée accentuerait davantage l'incorrection de cette équipée et, le premier, ralentit sa monture en s'écriant avec une insouciance parfaitement jouée :

— Assez comme cela ! ils sont plus forts que nous. . . heureusement pour l'amour-propre national, ma sœur tient tête à cet Anglais !

Tout le monde approuvant on fit souffler les chevaux qui repartirent à un joli trot.

Belestou, choisi au hasard pour but de l'excursion, possédait en fait de ruines quelques murs lézardés et perdus sous les orties

que le " Guide " le mieux rédigé n'indique même pas; mais, avantage appréciable sous l'ardent soleil gascon, un bouquet de gros peupliers abritait ces débris insignifiants.

Depuis un instant, Blanche et son compagnon étaient arrivés sous cette ombre reposante. Après avoir tourné leurs montures vers la route par où devait venir le reste de la société ils employaient leur temps, sir William, à choisir parmi le petit nombre de mots français à sa disposition, les mieux faits pour exalter les prouesses de la jeune fille; elle, à lui répondre avec une coquette raillerie sans prendre garde qu'après l'emportement de cette impétueuse chevauchée, ces éloges joints au dépit ressenti le matin, la jetaient dans une exaltation dangereuse.

Le bruit des voix, le piétinement des chevaux annonçaient l'approche des autres promeneurs, qui venaient de tourner le chemin à trente mètres de là. En tête le comte s'avancait près de Paule, puis Adrien qui eut un regard irrité à l'adresse de sa sœur. Dans l'état d'esprit où elle était, c'en fut assez pour l'exaspérer. Toute rose de son audace, un défi dans les yeux, le front haut :

— Je vous attendais pour couronner mes exploits, dit-elle, il faut que je franchise cela!

L'obstacle désigné était un pan de mur que son vêtement de lierre faisait assez semblable à une haie très élevée.

— Blanche! . . .

A ce mot que jetèrent en même temps Paule, comme une prière et de Versy comme un blâme sévère, l'orgueilleuse fille enleva son cheval avec une rare témérité, sans même songer à prendre du champ.

Surprise, la bête obéit d'abord, mais devant l'obstacle qu'on voulait l'obliger à sauter elle devint rêtive, se raidit, rejimba, et dans une volte imprévue, toujours ruant, se précipita vers Farfadet. Celui-ci, effaré par la soudaineté de l'attaque, eut un formidable saut de côté contre le plus gros des peupliers. Un cri d'angoisse partit de toutes les poitrines. . .

Adrien et sir William lancèrent leurs chevaux par delà les

ruines où la monture de Blanche l'emportait à l'aventure; de Brive plus prompt encore, était parvenu à saisir Farfadet près du mors; mais hélas! Mlle de Lansac violemment heurtée contre le tronc de l'arbre, se laissait aller le front sur la belle crinière de l'alezan déjà inondée de gouttes vermeilles.

Il y eut un instant d'indescriptible confusion parmi les personnes qui arrivaient successivement avec les voitures et quelques hommes de sang-froid s'employèrent à calmer l'émotion des jeunes filles dont les nerfs paraissaient ébranlés.

Lorsque Paule reprit ses sens, elle était étendue sur les cousins arrachés à l'une des voitures à l'abri du vieux mur, cause innocente de l'accident. M. de Gèdres l'avait déposée là avec une paternelle sollicitude et deux amies de sa tante auxquelles leur âge donnait plus de fermeté, étaient seules près d'elle, la soutenant pendant que de Brive, à l'aide de sa trousse de poche, préparait à la hâte un pansement provisoire.

— Vous faiblissez, jeune homme! de l'énergie, que diable? un médecin en a toujours!...

Telles furent les premières paroles dont le sens éveilla son esprit; le baron venait de les prononcer derrière elle. Alors soulevant avec peine ses paupières, elle vit le visage de Jean penché sur elle et aussi pâle que le sien devait l'être en ce moment:

— Blanche est donc blessée?... balbutia-t-elle faiblement, retournez près d'elle, je peux bien attendre!

Il essaya de sourire, de refouler l'émotion qui lui étreignait le cœur:

— Ne parlez pas, je vous en prie!... Mlle de Versy est en sûreté, c'est de vous seule que je m'occupe et la moindre agitation vous serait nuisible!...

D'une main sûre et légère il banda le pauvre front sanglant. Les doux yeux noirs s'étaient clos de nouveau, voilant désespérément la pensée douloureuse que Paule craignait de trahir. Hélas! hélas! c'était donc en vain qu'elle avait lutté si généreusement contre elle-même! en vain qu'elle imposait silence à son cœur!... le premier rêve de bonheur qui avait embaumé sa

jeunesse s'y dressait encore vivace et fortifié par les événements imprévus de la journée! Ah! mille fois plus que sa blessure son cœur rebelle lui infligeait une cruelle souffrance, éveillant toutes les délicatesses de sa conscience alarmée, car la fiancée de Jean était sans doute là... à quelques pas d'elle!... deux larmes glissèrent sur ses joues pâlies.

— Du courage! Mademoiselle, au nom du ciel, du courage! ce ne sera rien!

Ces mots dits par de Brive tout près d'elle, Paule les comprit encore et put saisir la profonde émotion qui les accompagnait; puis la nuit se fit dans son esprit, une nouvelle syncope vint lui enlever le sentiment de sa douleur.

A la prière de Jean, M. de Gèdres avait pris les devants pour préparer Mme de Vaubell et expédier un exprès à Sauve chez le médecin ordinaire de ces dames. Quand le landau qui emportait Mlle de Lansac et ses deux amies se fut éloigné au pas, suivi du jeune docteur à cheval, le reste de la société, groupé sous les arbres, épuisa les réflexions et les lieux communs usités en pareille circonstance. Des jeunes gens, partis pour s'informer, étaient revenus annoncer qu'après un galop furieux le cheval de Mlle de Versy s'était abattu dans un champ de maïs et que la jeune fille, soignée chez des paysans, en était quitte pour des égratignures.

— L'équipée de Mlle Blanche a mis de Versy hors de lui, ajouta l'un d'eux, jamais je ne l'ai vu aussi intraitable. Il a refusé les services de sir William sur un ton... et prie qu'on ne s'occupe ni de sa sœur ni de lui.

L'Anglais, en effet, s'approchait morfondu; on s'assembla autour de lui pour obtenir des détails qu'il ne parut pas disposé à donner. Enfin, chacun parla de regagner sa demeure et les ruines de Belestou retombèrent dans leur solitude habituelle.

• Anne Mousans.

(A suivre)

A TRAVERS LES FAITS ET LES ŒUVRES

Victoires anglaises.—Les délégués boërs.—Un discours de lord Salisbury.—Lord Rosebery.—Les élections municipales de Paris.—Le ministère Waldeck-Rousseau.—L'affaire de "la Croix".—"L'Univers" et "la Vérité".—L'Exposition.—Au Canada.

Les dernières semaines ont été heureuses pour les armes anglaises dans l'Afrique du Sud. Depuis la fin d'avril les commandoes boërs, qui, à un certain moment, avaient presque entouré Bloemfontein, et avaient infligé des pertes sérieuses aux Anglais, ont été refoulés vers le nord-est de l'Etat libre. Lord Roberts a commencé son mouvement en avant, de Bloemfontein à Kroonstadt, et l'a poursuivi avec vigueur et célérité. Sa tactique savante a encore une fois assuré le succès des opérations. Après avoir traversé les rivières Vet et Zand, et livré une série de combats sanglants, les troupes britanniques ont atteint Kroonstadt, que les Boërs ont évacuée, et lord Roberts est entré, le 12 mai, dans cette ville, située à 130 milles de Bloemfontein. Pour accomplir ces opérations, lord Roberts avait sous la main cinquante mille hommes et cent quarante canons. Le général Botha pouvait mettre en ligne vingt mille Boërs et quarante-six canons.

Les dépêches annoncent que la discorde a éclaté entre les "Free-Staters" et les Transvaaliens, et que ceux-ci ont signifié leur intention de ne plus combattre que sur le territoire même du Transvaal. Mais il est fort possible que ces rapports soient exagérés.

En même temps que le maréchal Roberts poursuivait sa marche vers Kroonstadt, le général Buller ébranlait son armée dans le nord du Natal. Il a occupé successivement Elandsplaagte, théâtre d'une des premières batailles de la campagne. Hepmaaker, Dundee et New-Castle. Les burghers ont retraité jusqu'à Laing's Neck, qui est la porte du Transvaal sur la frontière septentrionale du Natal. Ils ont fait sauter le tunnel du chemin de fer en cet endroit et s'y sont fortement retranchés. Ils peuvent arrêter quelque temps la marche de Buller dans ces défilés.

Enfin, du côté de l'Ouest, la nouvelle est arrivée à Londres que Mafeking est délivrée, après un siège de 220 jours. Elle a été accueillie avec un enthousiasme encore plus délirant que celle de la délivrance de Ladysmith. L'allégresse publique s'est manifestée à Londres par des démonstrations extraordinaires et spontanées. Le nom du colonel Baden-Powell, l'intrépide défenseur de Mafeking, est dans toutes les bouches, et son portrait est dans toutes les vitrines. Il est le héros du moment. Le fait est que, parmi les commandants anglais dans le Sud-Africain, il est un de ceux qui, depuis le commencement de la campagne, ont le plus mérité l'admiration de leurs compatriotes.

Incontestablement la fortune de la guerre penche maintenant du côté des Anglais. Les trois places désormais fameuses, Kimberley, Ladysmith et Mafeking, ont été délivrées successivement après plusieurs mois de siège. L'Etat libre est presque tout entier conquis, sa capitale est aux mains des troupes britanniques, et Roberts se prépare à envahir le Transvaal avec cinquante mille hommes. Buller, de son côté, avec vingt mille hommes, s'avance pour forcer la frontière sud de la république Boër. L'horizon est très sombre pour les intrépides burghers.

Pendant que leur cause subit ces échecs en Afrique, les délégués boërs continuent leurs démarches pour obtenir une intervention diplomatique. Ils sont en ce moment rendus aux Etats-Unis où on leur fait le plus cordial accueil. MM. Fischer, Wessels et Wolmarans, ont été reçus à New-York par le maire au nom de la ville. En réponse aux paroles de bienvenue de ce dernier, M. Fischer a dit: "L'heure présente est pour nous une occasion de joie et de fierté. Nous ne sommes pas assez présomptueux pour nous attribuer personnellement les honneurs qui nous sont faits, mais nous désirons montrer que nous ne représentons pas un peuple indigne." Un autre des délégués, M. Wessels, a prononcé les paroles suivantes: "Chaque membre de cette commission a sa fonction à remplir. M. Fischer est chargé de faire les discours. Nous avons d'autres devoirs à remplir que nous ne mentionnerons pas maintenant.

" Nous sommes venus ici pour dire au peuple libre des Etats-Unis que nous entendons triompher et conserver notre indépendance: si ce n'est aujourd'hui, ce sera demain; si ce n'est demain, la lutte pour la liberté se continuera pendant les prochaines cent années...

“ Nous avons été forcés de combattre pour notre indépendance. Nous ne voulions pas la guerre. On nous l’a imposée. Nous devrions avoir droit à quelque attention de la part des États-Unis, car nous sommes un peuple libre qui en appelle à un autre peuple libre.

“ Nous ne demandons pas de combattre pour nous, mais nous vous demandons de crier “ halte ! ” à l’Angleterre, et nous croyons que si les États-Unis prononçaient cette parole, la guerre cesserait.

“ Nous nous battons seuls, mais il est difficile d’appeler guerre la situation actuelle. C’est le cas d’un petit enfant qui essaie de se défendre quand on l’attaque.

“ Si nous succombons, les États-Unis sentiront probablement leur front se couvrir de la rougeur de la honte, car dans l’avenir, on leur demandera : “ Qu’est-il advenu de votre petite sœur ? ”

Les grands journaux anglais ont commenté cette réception des délégués boërs aux États-Unis. L’un d’eux, la *Pall Mall Gazette*, a dit qu’ils étaient le jouet des politiciens américains.

* * *

Le premier ministre anglais a prononcé, le 9 mai, à la réunion annuelle de la “ Primrose League ”, un discours qui a produit une immense sensation. Lord Salisbury a fait une critique rétrospective, très vive et très véhémence, de la politique anti-impérialiste dont un homme doué d’un incontestable génie, M. Gladstone, avait été le champion le plus brillant. Cette politique s’était manifestée surtout en Afrique et en Irlande. En Afrique, elle avait abouti aux compromis de 1881 et de 1884, qui, après le désastre de Majuba Hill, avait laissé libre carrière à la création d’une puissance anti-britannique, et ouvert la porte à toutes les difficultés auxquelles l’Angleterre devait maintenant faire face. En Irlande, elle avait nourri et formenté les aspirations de ceux qui ne rêvaient que le démembrement de l’empire, mal dissimulé sous le nom de Home Rule. L’Angleterre est en train de réparer les fautes de la politique gladstonienne. En Afrique les armées britanniques triomphent. Quant au Home Rule, il est mort. Mais tous les dangers ne sont pas disparus. Les gouvernements étrangers ont observé une attitude très loyale et très correcte durant les récents événements. Mais une partie des sujets de ces gouvernements, et une partie

très bruyante, a manifesté et manifeste encore une profonde hostilité envers l'Angleterre. Sans vouloir rien exagérer, il y a là un symptôme alarmant. La nation anglaise doit donc être prête pour toutes les éventualités! "Toute l'histoire démontre, a dit lord Salisbury, que les grandes puissances maritimes ont été paralysées, tuées, par un coup porté, non dans leurs dépendances, mais à leur cœur même. La marine anglaise devrait être suffisante pour parer à tous les périls. Mais il faut plus que cela. Il faut que la défense territoriale soit assurée. L'opinion n'est pas favorable à la conscription. Alors le peuple doit se préparer lui-même au service militaire." Le premier ministre a recommandé la création de sociétés de tir.

Ce discours a provoqué les commentaires de toute la presse anglaise et étrangère. Un grand nombre de journaux l'ont attaqué comme inopportun et impolitique. On ne saurait cependant refuser au premier ministre le mérite d'avoir parlé avec netteté, franchise et décision.

* * *

Quelques jours auparavant, lord Rosebery, l'ancien premier ministre libéral, avait prononcé lui aussi un discours très important, au banquet des délégués de la Fédération australienne. En proposant un toast aux parlements de l'empire, il avait prononcé les paroles suivantes: "Je prévois, comme résultat possible de la mission des délégués, le développement à travers l'empire, d'un esprit impérial tel qu'il nous amènera à l'amalgamation de la chambre des Lords et du Conseil privé pour former un tribunal impérial, lequel conduira ultérieurement à la création d'un sénat impérial. Les jeunes nations de l'empire sont venues au secours de l'ancienne pour l'aider à arracher un pays nouveau, dans le Sud-Africain, à une domination intolérable, qui menaçait sa paix et sa prospérité futures. Je refuse de croire que l'esprit manifesté durant cette crise de l'empire sera stérile. Je crois que le chapitre actuel de l'histoire anglaise se terminera par quelque résultat digne de tout l'empire."

Comme on le voit, le vent de l'impérialisme souffle très fort en Angleterre.

* * *

En France, l'événement du mois a été la lutte municipale de Paris, et la brillante victoire remportée par le parti nationaliste.

Depuis l'exil de Paul Déroulède, ses amis et ses partisans n'étaient pas restés inactifs. Ils avaient décidé de faire un grand effort aux élections municipales.

Le conseil municipal de Paris se compose de 80 conseillers. La capitale de la France est divisée en vingt arrondissements, qui sont subdivisés chacun en quatre quartiers. Chaque quartier élit un représentant au conseil de ville.

Les nationalistes se sont organisés, ont formé des comités, ont posé des candidatures, et ont mené une campagne ardente contre la majorité sectaire et socialiste qui régnait depuis de longues années à l'Hôtel-de-Ville. Ils ont lancé des manifestes, placardé des affiches, tenu des meetings. Ils n'ont rien négligé pour remporter la victoire. Les membres de la Ligue des Patriotes et de la Ligue de la Patrie française ont vaillamment payé de leurs personnes. Quatre ou cinq jours avant le vote, cette dernière association avait convoqué une assemblée immense à laquelle plusieurs milliers de citoyens ont assisté! Les présidents étaient MM. François Coppée et Jules Lemaître. C'est un noble spectacle que celui donné par ces hommes de lettres et ces académiciens, dont la politique et la polémique n'est point le métier, et qui sortent de leur studieuse retraite, du cabinet de travail où ils ont passé tant de douces heures dans les pures joies intellectuelles, pour contribuer, dans la mesure de leurs forces, à conjurer les périls publics.

Dans le meeting que je viens de mentionner, M. Coppée a pris le premier la parole. Comme cela doit paraître étrange au poète du "Passant", des "Humbles" et de "Pour la Couronne", de se voir adressant la parole, au milieu d'une lutte électorale, à des milliers d'hommes frémissants de passion politique. Voici un passage du discours de M. Coppée, qui donnera une idée du ton de cette lutte :

"La lâcheté imbécile et aveugle du Parlement maintient au pouvoir la bande de tyranneaux ministériels qui poursuivent leur œuvre antinationale. Les condamnés de la Haute-Cour sont en exil ou en prison. Jamais l'audace des dreyfusards n'a été plus scandaleuse. Ils se préparent ouvertement à reprendre leur campagne en faveur d'un traître et contre l'armée. De l'aveu public de Reinach, ils ont le gouvernement pour complice et l'Exposition n'a lieu que parce qu'ils ont daigné le permettre.

"Jamais, on peut l'affirmer hardiment, la conspiration contre la France n'a été plus manifeste, ni plus évidente la trahi-

son. Cette Exposition sur laquelle le pays fonde de si légitimes espérances, est elle-même, dès à présent, l'occasion de nouveaux scandales et d'affreux malheurs. Ouverte trop tôt dans un intérêt politique, à l'état de chantiers, de docks, de fondrières, et après que le ministre du commerce, par un impudent mensonge, eut affirmé que tout était prêt, elle vient d'être le théâtre d'une catastrophe sanglante due à la hâte avec laquelle furent exécutés les travaux."

A la même assemblée, M. Galli, l'un des candidats, lieutenant dévoué de Paul Déroulède, a lu cette dépêche que celui-ci adressait à ses amis du fond de son exil :

" Vous voilà, patriotes et chers camarades, réunis dans ce même manège Saint-Paul où vos milliers de cœurs et vos milliers de voix m'ont fait le meilleur accueil et m'ont acclamé au sortir de la Conciergerie, le jour de mon acquittement par les douze bons jurés de la Seine.

" Je n'oublierai jamais cet accueil fait par vous, qui fut ma récompense pour l'effort tenté et mon encouragement pour l'effort à tenter encore.

" Aussi ma pensée est avec vous. Et, au nom de mes huit mois de prison et de mes quatre mois d'exil, non pas plus dur mais plus amer encore que la prison, je viens vous conjurer, vous les nationalistes, vous les patriotes, d'être et de rester quand même fidèles à la République et de cimenter, pour la nation et pour la patrie, une indissoluble alliance électorale de tous les bons Français, prélude nécessaire de la suprême entente et du suprême combat pour la délivrance du suffrage universel et le rétablissement du plébiscite républicain. Tout par la nation, rien sans la nation.

" Vive la France! Vive la République!

" Paul Déroulède."

Les efforts des nationalistes ont été couronnés de succès. Au scrutin du 5 mai ils ont fait entrer neuf de leurs candidats au conseil, et contribué au succès de vingt-un candidats conservateurs, républicains, progressistes, etc., qui tous sont absolument hostiles à la minorité radicale et socialiste. De sorte que sur cinquante résultats acquis, les nationalistes affirment que trente leur sont favorables. Aussi les journaux hostiles au gouvernement célèbrent leur victoire avec enthousiasme. La " Vérité française " s'écrie :

“ A Paris, le premier tour des élections municipales aboutit à un véritable triomphe des candidatures nationalistes. Sur cinquante résultats acquis, trente des élus avaient été recommandés par la Ligue de la Patrie française comme des patriotes, comme des adversaires de la politique dreyfusarde, cosmopolite et judéo-maçonnique qui fut celle de la majorité sectaire du conseil municipal sortant. Sur les trente ballottages qui motiveront un second tour de scrutin, douze au moins donneront également la victoire aux nationalistes, ce qui promet un conseil partagé entre une majorité de quarante-deux nationalistes et une minorité de trente-huit sectaires. Indirectement, mais très réellement, c'est là une défaite pour la politique gouvernementale et un avertissement sérieux pour le ministère Waldeck-Rousseau. La Chambre, quand elle rentrera, dans quinze jours, comprendra-t-elle que son devoir est de sanctionner sans retard cette manifestation non équivoque de l'opinion? Si elle résistait, nous verrions d'autres luttes, dans lesquelles le sentiment national aurait sûrement le dernier mot.”

Le soir des élections, M. François Coppée, dans l'enthousiasme de la victoire, a envoyé cette dépêche à Paul Déroulède exilé :

“ Nous sommes ivres de joie de la grande victoire. Paris a prononcé son verdict et condamné le gouvernement de trahison.

“ Les élections sont faites au cri de : ‘ Vive Déroulède ! ’

“ Les bons Français entrent victorieusement et légalement à l'hôtel de ville. Je vous embrasse.

“ Vive la France ! Vive Paris !

“ Vive la République ! Vive Déroulède !

“ François Coppée.”

L'illustre poète converti a bien raison de se réjouir, car il est l'un de ceux dont le talent, le prestige et la popularité ont le plus fait pour arriver à ce résultat.

Le scrutin de ballottage qui a eu lieu le 12 mai, a confirmé et accentué le succès des nationalistes. Ils ont élu vingt de leurs candidats. De sorte qu'à l'heure actuelle sur quatre-vingts conseillers, les ennemis du socialisme, du radicalisme et du dreyfusisme en ont quarante-huit. L'ancienne majorité révolutionnaire est détruite. La nouvelle majorité se composera de nationalistes, de républicains progressistes et de conservateurs.

Ces élections de Paris sont un symptôme encourageant, au milieu des tristesses de l'heure présente. Il semble qu'il y ait un réveil d'opinion, et qu'on en ait assez de la politique de haine et de discorde. Quoique ce ne soient pas des élections parlementaires qui viennent d'avoir lieu, elles ont un sens et une portée politique tels que le gouvernement Waldeck-Rousseau en semble fortement ébranlé.

Un des aspects les plus consolants de ce scrutin, c'est l'échec que la franc-maçonnerie y a subi véritablement. D'abord le résultat général indique un courant hostile aux Loges. La Ligue de la Patrie française, qui a pris une part prépondérante à cette lutte électorale et dont la plupart des candidats ont triomphé, est une association anti-maçonnique par son esprit et son but. Son président, Jules Lemaître, a déclaré au Grand-Orient une guerre acharnée. Les succès remportés par la Ligue ont donc, dans leur ensemble, une signification très fâcheuse pour les Frères Trois-Points. Mais de plus, certains résultats particuliers ont été spécialement cruels pour ceux-ci. Tel est, par exemple, l'échec de M. Lucipia, l'ancien président du conseil municipal. Ce personnage était l'homme des Loges. Franc-maçon haut gradé, directeur de l'un des récents convents de la secte, il est l'un des pontifes de la maçonnerie française. On croyait généralement que le quartier des Enfants-Rouges était pour lui un véritable fief électoral. Il y avait été élu par 2,457 voix contre 463. Or, M. Dausset, un inconnu pour ce quartier, et dont le seul titre était celui de secrétaire de la Patrie française, a réuni sur son nom, au premier tour, 1,860 voix, tandis que le franc-maçon Lucipia n'en a reçu que 1,665. Et tout indique que le candidat patriote est resté définitivement victorieux au scrutin de ballottage. Il doit y avoir eu des pleurs et des grincements de dents dans les assemblées de la secte.

Dans le quartier de la porte Saint-Martin, le Grand-Orient a essuyé une défaite non moins humiliante. C'est M. Brisson, l'austère Brisson, celui qui fait des signes de détresse maçonnique à la tribune, qui représente à la chambre ce quartier compris dans sa circonscription électorale. Brisson est un des chefs de la franc-maçonnerie. La lutte s'est faite carrément contre lui. Le comité de M. Houdé, candidat anti-socialiste, avait placardé sur les murs une affiche où se trouvaient ces mots: "En votant pour Jules Fabre, vous votez pour Brisson; en votant pour le citoyen A. Houdé, conseiller sortant, vous votez contre Brisson." Et M. Houdé a été élu triomphalement

par 4,178 voix. Evidemment, suivant l'expression de l'*Univers*, "le coin est dans le tronc maçonnique. Encore quelques bons coups de cognée et l'arbre fendu tombera sur le sol."

Une des causes qui ont le plus contribué à la victoire des nationalistes, c'est l'annonce de la reprise de l'affaire Dreyfus après l'exposition. M. Joseph Reinach, étoile de première grandeur dans le parti dreyfusard, en avait fait la déclaration formelle au cours d'une harangue prononcée à Digne, quelques jours avant les élections. Voici un passage de ce discours :

"Vous vous seriez trompés cependant si, venant ici, vous avez cru que je vous ferais un discours sur l'Affaire. Ce discours, du moins ce soir, je ne le ferai pas. Non point, certes, que notre œuvre soit terminée; elle ne peut l'être que par la victoire complète du droit. A cette heure, nous sommes exactement à l'entr'acte qui, dans les bons mélodrames, sépare le quatrième acte du cinquième où l'innocence est vengée et le crime puni. Et il faut, il est nécessaire surtout à l'honneur historique de la France, que le verdict de Rennes, nul déjà par lui-même et par l'in vraisemblable admission des circonstances atténuantes, déchiré ensuite par le décret de grâce, il faut qu'il soit anéanti entièrement par un arrêt suprême. . .

"Mais, messieurs, si nous repoussons et si nous continuons à repousser de toutes nos forces l'amnistie, qui serait l'étranglement de la justice et l'étouffement de la vérité, nous avons nous-mêmes offert l'armistice pour toute la durée de cette grande fête du travail et de la paix, qui est l'Exposition universelle. La parole un fois donnée, dans un intérêt patriotique, nous la tiendrons.

"Nous ne laisserons prescrire aucune de nos revendications; mais cette fête que la France offre au monde, non, nous ne la troublerons pas!"

C'était dire clairement qu'aussitôt l'Exposition terminée, l'affaire Dreyfus recommencerait. Or, il est certain que la France en a eu assez de cette malheureuse affaire, et que l'opinion n'en veut plus entendre parler. La menace de M. Reinach a provoqué un "tolle" dans toute la presse progressiste, nationaliste et conservatrice. Des journaux dreyfusards eux-mêmes, comme le *Figaro*, ont protesté contre la reprise de l'agitation malsaine qui a fait tant de mal à la France durant deux ans. Et cette maladresse de M. Reinach a tourné contre les candidats suspects de dreyfusisme un nombre considérable de votes. Le *Journal* de Paris fait ressortir comme suit cet aspect du scrutin :

“ Les dernières déclarations de M. Reinach annonçant que la période de l'Exposition n'était qu'une trêve et que cette période terminée la campagne serait reprise, ont exercé, sans nul doute, une influence considérable sur les suffrages exprimés hier.

“ Les résultats obtenus à Paris par les nationalistes sont caractéristiques: dans presque tous les arrondissements, les candidats de ces derniers, quand ils ne l'ont point emporté, sont arrivés en bonne place, serrant de près les conseillers sortants, dont les partisans considéraient le fief comme inattaquable. Leur victoire au second tour de scrutin paraît dès à présent certaine.”

Commentant ce résultat des élections municipales de Paris, la *République française*, organe de M. Méline, dit que le ministre Waldeck-Rousseau n'a qu'à s'en prendre à lui-même, à sa politique persécutrice et haineuse, si le parti nationaliste a remporté un aussi éclatant succès. Et cette observation est parfaitement juste.

* * *

Malgré l'échec subi par le gouvernement dans les élections municipales de Paris, ce cabinet de malheur semble devoir encore se maintenir. Les chambres se sont réunies le 23 mai courant. Et un socialiste ayant adressé au cabinet une interpellation pour lui donner occasion de définir sa position, le résultat a tourné encore en faveur du ministère.

M. Paul de Cassagnac a prononcé un discours véhément, qui a peut-être aidé M. Waldeck-Rousseau à grouper et conserver sa majorité républicaine. Il eût mieux valu que l'assaut eût été conduit par un républicain modéré. Malgré l'intervention habile de M. Ribot dans le débat, la majorité est restée fidèle au ministère. L'ordre du jour de confiance a été adopté par 298 votes contre 249.

Il est évident qu'il y a peu de chose à attendre de la chambre actuelle.

* * *

J'ai parlé dans une précédente chronique de la transformation du journal *la Croix*. Une polémique d'une nature très délicate s'est élevée à ce sujet entre l'*Univers* et la *Vérité fran-*

çaise. L'*Univers* a dit que la décision en vertu de laquelle les Assomptionnistes avaient abandonné la direction de la *Croix*, avait été prise après que le Pape eut réuni un "congresso" de cardinaux. "Pour l'affaire des Assomptionnistes, le Pape a réuni un 'congresso' de cardinaux. On leur a exposé la situation. La décision a été prise en pleine connaissance de cause, et d'une façon qui engageait la responsabilité de tous."

La *Vérité française* a nié l'exactitude de cette information. Une autre note officieuse avait affirmé que la décision relative à la *Croix* avait été prise dans une réunion plénière de la Congrégation des Evêques et Réguliers. La *Vérité* a également attaqué l'authenticité de cette nouvelle. Et les deux journaux ont échangé à ce sujet toute une série d'entrefilets aigres-doux. Ce qui a ressorti de ce débat, en dernière analyse, c'est que le Pape, d'une manière ou d'une autre, sous une forme ou sous une autre, a voulu que la *Croix* passât sous une direction laïque.

Et cette décision, prise à l'occasion de la *Croix*, semble avoir un caractère général. Rome paraît être d'avis qu'un journal de combat, un journal ardemment militant, un journal faisant de la politique et de la polémique courante, ne doit pas être sous la direction d'une congrégation religieuse. M. Eugène Veuillot a publié à ce propos dans l'*Univers* un important article dont nous croyons devoir reproduire quelques passages saillants :

"Pour nous, écrit M. Veuillot, les conditions dans lesquelles la mesure relative aux Assomptionnistes a été prise n'offrent qu'un intérêt secondaire. Nous n'en faisons pas ce qu'on appelle 'une question'. En effet, qu'il y ait eu ou 'congresso' cardinalice, ou délibération et vote d'une Congrégation romaine, ou simplement acte du Pape, nous sommes toujours en face d'une décision du Saint-Siège. Il y a loi. Et puisque cette loi a été faite et appliquée, c'est qu'il la fallait. Le Pape, sous quelque forme qu'il légifère, est un législateur qui ne se trompe pas. Toute décision qu'il rend est juste, et répond à un besoin. Ceux qu'elle étonne ou froisse aujourd'hui la comprendront et en profiteront demain.

"Ce qui importe en cette affaire, ce n'est pas de savoir au juste s'il y a eu 'congresso' et non congrégation, ou congrégation et non 'congresso', ou, successivement, l'un et l'autre, ou ni l'un ni l'autre et tout uniment 'motu proprio'. Il y a eu décision du Saint-Siège. Cela suffit. De cette décision il résulte qu'aucun ordre religieux ne pourra faire désormais nulle

part l'œuvre politique et polémique, l'œuvre de combat quotidien et de tirailleurs pour ou contre les hommes et les actes du pouvoir établi, que depuis longtemps faisaient légalement, légitimement et officiellement les Assomptionnistes dans la *Croix*."

C'est dans l'intérêt supérieur des œuvres catholiques que le Saint-Père a pris cette décision. Il a vu des inconvénients à ce que des religieux fussent les directeurs d'une feuille politique militante. Mais cela ne veut pas dire que les religieux ne peuvent diriger des publications d'un autre genre. " Il est sûr, dit M. Eugène Veuillot dans le même article, que toute congrégation reste libre d'écrire, d'imprimer, de publier soit en son nom, soit par un groupe de ses membres: livres, brochures, revues, même feuilles volantes, traitant des divers intérêts de ce temps et de tous les temps. La preuve, c'est que les Assomptionnistes conservent et continuent de rédiger avec plein droit toutes leurs autres publications."

On annonce que le décret relatif à cette affaire sera publié incessamment. La nouvelle est-elle fondée? Nous l'ignorons. Il est fort possible que le Saint-Père trouve opportun d'éclairer plus amplement l'opinion catholique sur cet important sujet.

* * *

Les débuts de l'Exposition de Paris n'ont pas été heureux. Il est certain que l'Exposition n'était pas prête lorsqu'on l'a ouverte solennellement, le 14 avril. Le ministère Waldeck-Rousseau, et M. Millerand en particulier, tenaient à ce qu'il n'y eût pas de retard dans l'inauguration. L'ouverture de la nouvelle foire internationale, c'était pour eux une trêve de six mois, une prolongation de pouvoir presque assurée! Et alors, honte à qui-osaît mettre en doute la suffisance des travaux préparatoires! Demander l'ajournement de l'ouverture, d'après MM. Waldeck-Rousseau et Millerand, c'était faire acte de mauvais patriote. Songez-y donc! quel affront, si après avoir dit que l'Exposition serait ouverte le 14 avril, on ne l'ouvrirait pas le 14 avril! Que diraient l'Europe et le monde? En avant donc. Et le mot d'ordre fut donné pour l'inauguration de l'Exposition le 14 avril, coûte que coûte.

L'Exposition fut ouverte au jour dit. Par des prodiges de travail et d'ingéniosité, on put farder les choses suffisamment pour offrir au monde officiel une solennité imposante. Mais le lendemain il fallut décrocher les décors pour continuer les

travaux. L'Exposition n'était pas prête. Nous ne parlons pas des installations d'exhibits qui sont toujours un peu en retard; nous parlons des constructions. Tout le monde admet qu'il aurait fallu retarder d'un mois.

Plusieurs accidents sont venus donner raison aux avocats du délai. Le 29 avril une passerelle s'est effondrée sur l'avenue Suffren, tuant dans sa chute neuf personnes et en blessant une quarantaine. Le 30, un échafaudage s'est écroulé dans la salle des Fêtes, entraînant dans sa chute plusieurs ouvriers dont trois ont été tués. Les journaux anti-ministériels ont pris texte de ces accidents pour accuser la hâte et la précipitation criminelle de M. Millerand et des ses collègues. L'extrait suivant d'un article de la *Vérité française* donnera une idée de l'amertume des critiques qui se sont fait entendre :

“ Le coupable, le grand coupable, le sacrificateur de l'holocauste d'hier, c'est M. Millerand.

“ Avec une effronterie sans égale, dans le but égoïste de se maintenir au pouvoir, il déclarait naguère à la Chambre que l'Exposition était prête, archi-prête, qu'il n'y manquait pas un boulon. Quelques jours après, il en faisait solennellement ouvrir les portes et, dès lors, il était loisible à tous de constater le mensonge et l'imposture du ministre.

“ Non seulement rien n'était prêt, rien n'est encore prêt — ce qui, au pis aller, ne revêt d'autre caractère que celui d'une simple contrariété — mais — chose autrement grave et périlleuse dans l'empire du plâtre — rien n'est sec.

“ Ne croyez pas le danger isolé. Il est multiple et incessant. Les poutres circulent sur vos têtes, les abîmes s'ouvrent sous vos pas. Il y a quelques jours, la rampe de ciment d'un escalier restait dans nos mains.

“ Nous croyons, d'autre part, que le public a été admis à franchir le pont Alexandre, sans que les essais réglementaires destinés à éprouver la solidité de l'œuvre aient jamais été effectués.

“ Deux décisions s'imposent, immédiates, pour sauvegarder la sécurité publique: le retrait à M. Millerand de son portefeuille et la fermeture de l'Exposition pendant un mois.

“ Il appartient à M. Loubet, qui inaugurerait dernièrement l'ère de délices, sur un bateau-mouche, avec la sérénité d'un doge célébrant sur le “ Bucentaure ” son hymen avec l'Adriatique, de “ débarquer ” sans plus attendre son impudent ministre.

“ A la Chambre il appartiendra ensuite de régler la destinée du cabinet tout entier.

“ Laisser faire l'Exposition à des gens qui la font de la sorte confinerait désormais au crime et à la folie.”

* * *

Au Canada la session fédérale menace de se prolonger jusqu'au mois de juillet. La discussion sur le budget et le commerce préférentiel s'est terminée par un vote de parti. Un autre débat a eu lieu sur les fraudes électorales signalées dans les élections de Huron-Ouest et de Brockville. Le gouvernement a fini par promettre la nomination d'une commission royale pour tenir une enquête à ce sujet.

Le désastreux incendie de Hull et d'Ottawa a, pendant plusieurs jours, suspendu et jeté dans l'ombre les débats parlementaires. C'est probablement le plus grand sinistre qui ait affligé notre pays. D'après les rapports des journaux, trois mille maisons ont été détruites, 15,000 personnes se sont trouvées sans abri et 5,000 ouvriers sans emploi, 7 personnes ont péri dans les flammes. Le feu a rasé toutes les constructions sur une étendue de cinq à six milles. Les pertes pécuniaires se sont élevées à 15,000,000. Devant cette immense catastrophe les témoignages de sympathie et les souscriptions ont afflué d'une bout du monde à l'autre.

Ce désastreux incendie a eu lieu le 26 avril, qui restera comme une date funèbre dans l'histoire de la capitale canadienne.

Chs Chapais.

Québec, 25 mai 1900.



A TRAVERS LES LIVRES ET LES REVUES

L'Eglise, ou le Christianisme vivant, par J. Fontaine, S. J. 1 volume in-12, 440 pages, chez Retaux, rue Bonaparte, 82, à Paris, et chez C. O. Beauchemin et Fils, à Montréal. Prix : 85 cts.

Rien de plus exact que le titre de ce volume où l'on voit l'Eglise aux prises avec toutes les difficultés actuelles : le *péril protestant*, le *naturalisme laïcisateur*, avec ses lois *scolaires* et sa loi sur le *divorce*, et enfin les ombreuses susceptibilités des pouvoirs publics, tracassiers et oppresseurs.

C'est dire que les problèmes les plus angoissants de l'heure présente sont étudiés à fond, car l'auteur qui n'a pas coutume de se payer de mots et de phrases, en cherche la solution dans une connaissance approfondie de l'Eglise elle-même. Voici du reste la Table des Matières, qui fait assez connaître la nature et la portée de l'ouvrage.

PREMIÈRE PARTIE : *L'Eglise ; Notions préliminaires.*

1° Idée générale de l'Eglise ; 2° son organisation par Jésus-Christ ; 3° son principe vital ; 4° ses fonctions vitales ; 5° ses destinées terrestres.

DEUXIÈME PARTIE : *L'Eglise ; son organisme doctrinal.*

1° L'Eglise organe récepteur... 2° organe conservateur... 3° organe propagateur... 4° organe fécondant... 5° organe infaillible de la doctrine catholique.

TROISIÈME PARTIE : *L'Eglise ; son organisme sacramentel.*

1° L'Eglise génératrice... 2° L'Eglise éducatrice de la vie surnaturelle. 3° L'Eglise créatrice de la perfection surnaturelle. 4° L'Eglise restauratrice... 5° L'Eglise nourricière de la vie surnaturelle. 6° L'Eglise victorieuse de la mort. 7° L'Eglise réformatrice de la famille par le mariage indissoluble. 8° L'Eglise héritière du sacerdoce de Jésus-Christ. 9° L'organisme sacramentel et le sacrifice de Jésus-Christ.

QUATRIÈME PARTIE : *L'Eglise ; son organisme gouvernemental.*

1° L'autonomie... 2° les pouvoirs constitutionnels... 3° la politique extérieure... 4° les signes caractéristiques... 5° la sainteté de l'Eglise.

* * *

Avertissements de la Providence dans les calamités publiques, par S. ALPHONSE DE LIGUORI. Un vol. in-18 de 208 p. 1900. Nouvelle édition. Ancienne maison Ch. Douniol, P. Téqui, libraire-éditeur, 29, rue de Tournon, à Paris, et chez C. O. Beauchemin et Fils, à Montréal. Prix : 15 cts.

Les malheurs dont Dieu nous frappe, non seulement rentrent dans le plan de sa providence, mais sont le plus souvent un acte de sa miséricorde. Dieu châtie en ce monde pour n'avoir pas à punir en l'autre. Les saints achèvent de se purifier, les pécheurs ouvrent les yeux au milieu des épreuves de cette vie.

Toutefois telle est la bonté de Dieu que souvent il menace plus qu'il ne frappe en réalité. Il retient sa justice inexorable dans ses coups, quand la grâce a changé les cœurs et que ceux-ci sont entrés dans la voie du repentir. Il n'y a de rigueur définitive que pour les endurcis que l'impénitence livre à leur sens réprouvé.

Il a été parlé bien des fois des avertissements que contiennent les calamités publiques; nul ne l'a fait plus éloquemment et avec plus de piété et de saine théologie que saint Alphonse de Liguori. Ce grand évêque, avec son génie fait surtout de savoir ecclésiastique et de bon sens, répond à toutes les difficultés, objections, incertitudes, scrupules qu'éveille le problème de la vie présente et des malheurs qui en sont inséparables. Un mot explique tout: le péché. Un mot répare tout: la pénitence.

L'esprit de pénitence s'obtient par la prière. Aussi a-t-on été bien inspiré d'ajouter en appendice le petit *Traité de la prière*. Je ne sais rien de plus simple, de plus profond, de plus onctueux et en même temps de plus précis. Lessaints, quand ils parlent de la prière, ont toujours des accents que les autres n'ont pas. On sent qu'ils en ont goûté la pratique et exploité sous toutes ses formes cette mine inépuisable des bénédictions de Dieu.

Est-il besoin de recommander un opuscule que recommande déjà si haut le nom du saint Docteur?

* * *

Apparitions et Guérisons de Lourdes, *Lectures pour le Mois de Marie*, par un prêtre du clergé de Paris. Un volume in-12 de vii-387 pages, avec *imprimatur* de l'ordinaire. Librairie Ch. Douniol, 29, rue du Tournon, à Paris, et chez C. O. Beauchemin et Fils, à Montréal. Prix: 50 cts.

Les merveilles dont Lourdes a été le théâtre constituent le plus grand événement surnaturel et religieux du xix^e siècle. Là éclate dans tout son jour la gloire incomparable de l'Immaculée Conception. C'est donc de ce côté que, nous pèlerins fidèles aux grottes de Massabielle, nous aimerons à porter nos regards attendris et reconnaissants pendant le Mois de Marie. En attendant que s'achève le monument qui s'élève actuellement en l'honneur de Marie, non contents d'avoir visité le sol béni qu'elle a foulé de ses pieds et parfumé de ses grâces, nous reviendrons chaque jour sur les apparitions, qui sont comme autant de sourires et de bénédictions apportés à la terre de France. Les voici distribuées par une main aussi habile que pieuse, en lectures du plus haut intérêt, et du charme le plus exquis. Rien de plus gracieux et de plus réconfortant que ces récits qui révèlent toujours un saveur nouvelle pour ceux qui les lisent ou les entendent. Se lasse-t-on jamais de contempler une mère et de contempler les trésors infinis de sa tendresse et de son amour? Et quand cette mère est Marie, comment se lasser de parler d'elle et de publier ses grandeurs? Notre auteur, sans s'écarter de ses devanciers, ne cesse d'être personnel et leur ajoute, avec la magie de son style et son tour d'esprit original, une grâce de plus. Il aime passionnément Marie avec lui. En faut-il davantage pour dire que son livre est un joyau de plus qui s'ajoute à la couronne de Notre-Dame de Lourdes?

A l'histoire de Lourdes, s'ajoute un choix fort judicieux et non moins remarquable, des guérisons obtenues dans ces dernières années. Toutes portent, comme il a soin de nous en avertir, le caractère de l'authenticité la plus incontestable. Il cite les noms et les dates, les diagnostics et attestations des maîtres autorisés de la science médicale et chirurgicale; il invoque surtout le témoignage du savant Dr Boissarie, cet homme que nous avons tous rencontré, au bureau des constatations et dont l'impartialité sévère et le coup d'œil si juste et si pénétrant sont à l'abri de tout soupçon et de toute critique. Si le Dr Boissarie méritait un reproche, ce serait précisément de se montrer trop difficile et trop scrupuleux, quand il s'agit de reconnaître dans une guérison quelconque l'influence du surnaturel. Avec lui donc les démentis ne sont pas à craindre. Il n'affirme que ce qu'il a vu, étudié, scruté à fond, et il se réserve toutes les fois qu'il y a place au moindre doute.

Les *Lectures pour le Mois de Marie* n'ont pas besoin d'être recommandées. Elles seront bientôt entre toutes les mains, aussi populaires et aussi aimées que Celle qu'on ne saurait bénir assez et dont on ne parle jamais trop.

A. L.



GRAVURES ARTISTIQUES ET D'ILLUSTRATION.

Hermann et Dorothée, d'après Wm Kaulback.....	4
Le père et la mère d'Hermann sous le vestibule, d'après A. Von Ramberg.....	12
Le train des émigrants, d'après A. Von Ramberg.....	14
Hermann et les filles du voisin, d'après A. Von Ramberg.....	15
Hermann et sa mère sous le poirier, d'après A. Von Ramberg.....	17
Dorothée et l'enfant de l'émigrée, d'après A. Von Ramberg.....	18
Hermann et Dorothée à la fontaine, d'après A. Von Ramberg.....	20
Hermann conduisant Dorothée à la maison, d'après A. Von Ramberg.....	21
Hermann présentant Dorothée à ses parents, d'après A. Von Ramberg.....	23
La Vierge de saint Sixte, de Dresde, d'après Raphaël.....	82
Pur sang, d'après Haywood Hardy.....	162
Un bon baiser, d'après Echtler.....	242
La prière du matin, d'après Meyer Von Bremen.....	322
La Vierge et l'Enfant Jésus, d'après Gabriel Max.....	359
Saint Antoine de Padoue, d'après Murillo.....	402
M. de Maisonneuve et son secrétaire M. de Brigeac, par J.-B. Lagacé.....	423

TABLE DES MATIERES.

Du Tome XXXVIIe.

A travers les faits et les œuvres, par l'honorable Thomas Chapais, 63, 148, 226, 303, 392, 465	
A travers les livres et les revues.....	75, 240, 316, 398, 479
Cecil Rhodes, par Marie Dronsart.....	25
Chamberlain, par A. Fabert.....	46
Deux fleuves (les), poésie, par F.-X. Burque.....	56
Guerre (la) du Transvaal et l'opinion anglaise, par A. P.....	405
Hermann et Dorothée, d'après A. Von Ramberg, par Eugène Aubert.....	7
Hôpital (l') général de Saint-Boniface de la Rivière-Rouge (1844).....	128, 206, 360, 450
Instruction (l') aux États-Unis, par A.-S. P.....	264
Jolliet (Louis), premier seigneur d'Anticosti, par Ernest Gagnon...183, 330, 431	
Krüger (le président), par Marie Dronsart.....	87
Lettres sur l'Exposition universelle de Paris, par Etienne Cartier.....	266
Madone (la) de Dom Placido, par Eugène Aubert.....	323
Marquis (le) de Salisbury, par Marie Dronsart.....	243
Mgr Bégin à Mgr Bruchési, la Loyauté des Canadiens-Français.....	124
Notre-Dame de Lorette en la Nouvelle-France, par L. St G. Lindsay, Ptre	109, 270, 345
Oublié (l'), par Laure Conan.....	422
Où trouver le bonheur, par Anne Mouans.....59, 140, 214, 298, 376, 454	
Roberts (lord) de Kandahar, par Marie Dronsart.....	163
Roman de deux poètes, par Marie Dronsart.....	196, 285, 366
Saint Antoine de Padone, d'après Murillo, par Alphonse Leclaire.....	403
Traité (la) et la compagnie de la baie d'Hudson avant la Vérendrie, par L.-A. Prud'homme.....	442
Vierge (la) de S. Sixte, de Dresde, par Eugène Aubert.....	83

